

Ivan Segré
Misère
de l'antisionisme

éditions de l'éclat

À la manière d'un aimant, la question d'Israël affole les boussoles de la pensée et inverse une fois encore la vieille dialectique que Marx avait pourtant remise sur ses pieds. Quand il s'agit de critiquer l'impérialisme ou les formes larvées d'un colonialisme revisité, Israël est la cible privilégiée de mouvements les plus divers qui semblent s'accommoder toutefois de formes autrement violentes, autrement insupportables, des pires théocraties, travestis en mouvements de libération nationale. Mais Israël est aussi l'écran de fumée derrière lequel nos démocraties occidentales se livrent aux plus insignes exactions, brandissant le « cancer Israël », qui est à peine un rhume de foin au regard de ce qui se trame, ne serait-ce que dans ce qu'on appelle la Françafrique, avec sa ribambelle de massacres, famines, rapines et corruptions. Se pourrait-il alors que le mal dont souffrent nos penseurs bien-pensants soit une simple *allergie* aux Juifs, « peuple sûr de lui et dominateur », comme on a pu le dire *jadis et naguère* ?

Ivan Segré remet les choses à leur place et revient sur la célèbre phrase de De Gaulle, qu'il lit dans un contexte plus large qui va de la Guerre des Six jours à la . . . guerre du Biafra, où d'importants intérêts étaient en jeu pour la France. Il prône ici un anti-impérialisme qui vise la bonne cible : notre vieil Occident, *quand il est sûr de lui et dominateur*.

Philosophe et talmudiste, « à l'affût de toutes les convergences progressistes », Ivan Segré est l'auteur de plusieurs ouvrages, dont, récemment, *Les Pingouins de l'universel. Antijudaïsme, antisémitisme, antisionisme* (Lignes, 2017), ou *La trique, le pétrole et l'opium. Sur la laïcité, la religion et le capital* (Libertalia, 2019).

MISÈRE DE L'ANTISIONISME

collection

« premier secours »

Ceci est un Lyber

(<http://www.lyber-eclat.net/lyber/lybertxt/html>)

*déposé sur le site des éditions de l'éclat alors que la population
est confinée chez elle.*

le livre est vendu 8 €

et est disponible dans « les meilleures librairies »

selon la formule consacrée

DU MÊME AUTEUR

La Réaction philosémite. La trahison des clercs, Lignes, 2009

Qu'appelle-t-on penser Auschwitz, préface d'Alain Badiou,

Lignes, 2009

Le Manteau de Spinoza. Pour une éthique hors la Loi, La Fabrique, 2014

Judaïsme et Révolution, La Fabrique, 2014

L'Intellectuel compulsif. La Réaction philosémite, 2, Lignes, 2016

Les Pingouins de l'universel. Antijudaïsme, antisémitisme, antisionisme,

Lignes, 2017

La trique, le pétrole et l'opium. Sur la laïcité, la religion et le capital,

Libertalia, 2019

L'occident, les indigènes et nous, Amsterdam, 2020

Ivan Segré

Misère de l'antisionisme

éditions de l'éclat

© Éditions de l'éclat, février 2020

www.lyber-eclat.net

Prologue

Lors d'un meeting du « Front de gauche », Jean-Luc Mélenchon, évoquant la population martyrisée de Gaza, rendit un vibrant hommage aux jeunes citoyens français qui, malgré l'interdiction préfectorale, avaient manifesté leur indignation aux « crimes de guerre » perpétrés par l'armée israélienne :

Ils ont su se tenir dignes et incarner mieux que personne les valeurs fondatrices de la République française. Ces valeurs sont que nous sommes toujours du côté du faible et de l'humilié, parce que nos valeurs c'est liberté, égalité, fraternité, pas la paix aux uns la guerre aux autres. Nous ne croyons pas au(x) peuple(s) supérieur(s) aux autres.

Dans le même temps, le 31 juillet 2014, Dominique de Villepin faisait paraître une tribune dans *Le Figaro*, appelant à « élever la voix face au massacre perpétré à Gaza » :

Par mauvaise conscience, par intérêt mal compris, par soumission à la voix du plus fort, la voix de la France s'est tue, celle qui faisait parler le général De Gaulle au lendemain de la guerre des Six-Jours, celle qui faisait parler Jacques Chirac après la deuxième intifada. Comment comprendre aujourd'hui que la France appelle à la « retenue » quand on tue des enfants en connaissance de cause ?

Évoquant une « stratégie terrifiante » de l'État israélien, l'ancien premier ministre observait : « C'est la spirale de l'Afrique du Sud de l'apartheid avant Frederik De Klerk et Nelson Mandela, faite de répression violente, d'iniquité et de bantoustans humiliants. C'est la spirale de l'Algérie française entre putsch des généraux et OAS face au camp de la paix incarné par De Gaulle ». Et poursuivant les comparaisons, il assurait : « Qu'on cite, outre les États-Unis, un seul pays au monde qui agirait de cette façon. Même si les situations sont, bien sûr, différentes, la France est-elle partie en guerre en Algérie en 1995-1996 après les attentats financés par le GIA ? Londres a-t-elle bombardé l'Irlande dans les années 1970 ? ». Décrivant une « terreur organisée et méthodique » à Gaza et en Cisjordanie, il exprimait son indignation en des termes forts, pesés, sentis : « Je ne peux accepter qu'on nie qu'il y a quelque chose qui dépasse nos différences et qui est notre humanité commune. » Enfin il concevait trois « outils » susceptibles d'enrayer la « logique folle » : « Le premier outil pour réveiller la société israélienne, ce sont les sanctions » ; « le deuxième outil, c'est la justice internationale » ; « le troisième outil à la disposition de la communauté internationale, c'est l'interposition ». Et il concluait : « Une seule injustice tolérée suffit à remettre en cause l'idée même de la justice. »

Comment ne pas souscrire aux arguments avancés par ces deux fiers républicains, l'un et l'autre admirateur du général De Gaulle, le premier qui

fut ministre sous la présidence de François Mitterrand, le second sous celle de Jacques Chirac ? On s'interrogera toutefois sur la nature de leur compassion pour les victimes palestiniennes, sachant par ailleurs leur peu d'empressement à élever la voix lorsqu'il s'agit d'interroger les ressorts et les conséquences de la présence militaire française à l'étranger. Évoquant le génocide du Rwanda (1994) dans son livre *Effondrement*, l'anthropologue américain Jared Diamond explique :

L'Église catholique n'a pas réussi à protéger les Tutsis ; les Nations unies disposaient d'une petite force de maintien de la paix au Rwanda, mais finirent par lui ordonner de se retirer ; la France avait envoyé une force de maintien de la paix au Rwanda, qui s'est rangée du côté du gouvernement génocidaire hutu contre les rebelles ; et le gouvernement américain a refusé d'intervenir. Tous arguèrent d'un « chaos », d'une « situation confuse » et d'un « conflit tribal », voulant ignorer les preuves de la minutieuse orchestration des assassinats par le gouvernement rwandais. En six semaines, on estime que huit cent mille Tutsis, soit les trois quarts environ des Tutsis qui restaient au Rwanda et 11% de la population rwandaise totale, ont été assassinés¹.

Effondrement est paru aux États-Unis en 2005. Mais il n'était pas nécessaire d'être un lecteur assidu de Diamond pour glaner de telles informations, puisqu'un an auparavant était paru en France le livre de Patrick de Saint-Exupéry, *Com-*

1. Jared Diamond, *Effondrement*, Gallimard, 2006, p. 519.

plices de l'inavouable. La France au Rwanda (Les Arènes, 2004), dont la réédition en 2009 a été soulignée par le site d'information Mediapart :

Le journaliste Patrick de Saint-Exupéry réédite son ouvrage de 2004 qui accuse François Mitterrand, certains de ses proches, une poignée de militaires et plusieurs responsables politiques français, dans le déclenchement du génocide rwandais de 1994. Dans une nouvelle préface, l'auteur s'insurge également contre les autorités françaises de droite comme de gauche, et leurs relais médiatiques qui, quinze ans après les massacres, continuent de dresser des rideaux de fumée pour empêcher la diffusion de la vérité².

Les deux journalistes de Mediapart, Sylvain Bourmeau et Thomas Cantaloube, expliquent que c'est en 1998, dans le cadre d'une enquête menée pour *Le Figaro*, que Patrick de Saint-Exupéry « a découvert que le président à l'époque du génocide, François Mitterrand, ainsi qu'une clique de militaires, de conseillers de l'ombre et de barbouzes, avaient joué un jeu plus que trouble dans le déclenchement de ce génocide ». D'autres avaient eu vent des ambiguïtés françaises dès le lendemain des faits. Dans son roman autobiographique, *Cinq ans dans le métro*, Fred Alpi raconte son expérience de chanteur dans le métro parisien entre 1990 et 1995, et notamment sa rencontre, station Étienne-Marcel, avec

2. Voir sur Mediapart l'entretien accordé à P. de Saint-Exupéry : <https://www.mediapart.fr/journal/international/110409/les-complices-de-l-inavouable-la-france-au-rwanda?onglet=full>

« un homme noir, probablement africain, dont les doigts sont coupés » :

Son crâne, déformé de la même façon que s'il avait été fracassé et dont les cheveux manquent par plaques, porte des traces de coupures que j'imagine brutales. Quelle que soit l'heure à laquelle je passe dans la station, je le vois déambuler en marmonnant des propos incompréhensibles. Un mélange de terreur et de colère se lit dans ses yeux, ce dont témoigne également le ton de sa voix, passant de la plainte au grognement. J'apprendrai par Annie, la guichetière, qu'il s'agit d'un rescapé du génocide du Rwanda qui se retrouve à la rue, complètement perdu, après que lui a été refusé le statut de réfugié politique. Il sera évidemment expulsé un jour ou l'autre vers le pays de ses bourreaux. La paix étant désormais revenue dans son pays, son cas a été considéré comme relevant de l'immigration économique. Il se dit pourtant déjà que par le biais de l'opération Turquoise – expédition néocoloniale à l'alibi humanitaire – le gouvernement français serait complice des massacres perpétrés par les Forces armées rwandaises menées par Jean Kambanda, successeur de Juvénal Habyarimana, tragiquement disparu, comme lui dictateur du Rwanda et grand ami de la France³.

En 2014, vingt ans après les faits, Mélenchon et de Villepin ont-ils dénoncé l'action de l'armée française au Rwanda⁴? Et la jeunesse citoyenne a-t-

3. F. Alpi, *Cinq ans dans le métro*, Libertalia, 2018, p. 161.

4. Au sujet de cette action, lire notamment, outre le livre de Saint-Exupéry, celui de François Graner *Le sabre et la*

elle pris la rue d'une grande ville française et manifesté, au mépris des interdictions préfectorales, son indignation, de sorte que nous puissions dire : « Ils ont su se tenir dignes et incarner mieux que personne les valeurs fondatrices de la République française. Ces valeurs sont que nous sommes toujours du côté du faible et de l'humilié, parce que nos valeurs c'est liberté, égalité, fraternité, pas la paix

machette. Officiers français et génocide tutsi, Tribord, 2014, dont voici quelques extraits : « Le chef d'État-Major de la gendarmerie rwandaise explique au général français Varret : *les Tutsis sont très peu nombreux, nous allons les liquider*. L'ambassadeur informe sa hiérarchie dès octobre 1990 et Alain Juppé, ministre des Affaires Étrangères à la fin de l'opération Noroît, confirme : *Tout le monde le savait*. Le lieutenant-colonel Robardey est au Rwanda depuis huit jours au moment où le Front Patriotique attaque en octobre 1990. Il explique : *Pour ceux qui ont, ne serait-ce qu'un peu, connu le Rwanda avant 1990, la question de savoir qui était au courant que la situation créée par la "Guerre d'Octobre" présentait un risque très important de génocide n'a aucun sens. Elle est même d'une rare hypocrisie car, en fait, nul ne peut prétendre l'avoir ignoré* » (p. 53). « L'opération Turquoise vise à s'interposer face à l'avancée du Front Patriotique (ce qui viole le mandat de l'ONU), à protéger les génocidaires alliés de la France, et à reprendre Kigali » (p. 167). « Des officiers français aident les autorités civiles et militaires rwandaises en sachant qu'elles ordonnent et réalisent un génocide : c'est de l'"aide intentionnelle" aux criminels » (p. 204). « Par la rapidité, le nombre de victimes et de tueurs impliqués, l'atrocité des méthodes, le génocide des Tutsis est un crime majeur du XX^e siècle. La complicité d'officiers français dans ce crime est la conséquence extrême de la stratégie continue et des actions quotidiennes de l'État français dans sa zone d'influence en Afrique » (p. 217).

aux uns la guerre aux autres. Nous ne croyons pas au(x) peuple(s) supérieur(s) aux autres » ? Certes, Mélenchon n'est pas responsable de la politique française en Afrique. Mais on aurait pu s'attendre à ce que ses hommages réitérés à la mémoire de Mitterrand soient agrémentés de quelques bémols, sachant ce que sont les probables responsabilités du président en exercice lors du génocide rwandais, du moins à suivre Albert Herszkowicz, animateur d'un blog sur Mediapart :

Mitterrand et Védrine étaient particulièrement complaisants à l'égard des chefs Hutu génocidaires, considérés comme favorables à la France car francophones, alors que les dirigeants Tutsi, qui avaient dû se réfugier en Ouganda, étaient considérés comme favorables au monde anglophone. De plus Mitterrand défendait la thèse négationniste du « double génocide », selon lequel les torts étaient partagés entre génocidaires et victimes. Ainsi, après le sommet franco-africain de Biarritz en 1994, il lance à un journaliste qui l'interroge : « De quel génocide, parlez-vous, monsieur ? De celui des Hutus contre les Tutsis ou de celui des Tutsis contre les Hutus ?⁵ »

Quant à Dominique de Villepin, lorsqu'il fut ministre sous la présidence de Chirac, il était semble-t-il opposé aux « réseaux Foccart ». Mais, à suivre François-Xavier Verschave, s'il fut peut-être courageux, il ne fut certainement pas téméraire :

5. <https://blogs.mediapart.fr/albert-herszkowicz/blog/180717/rafle-du-vel-dhiv-la-tres-lourde-faute-de-jean-luc-melenchon>.

Le secrétaire général de l'Élysée, Dominique de Villepin, a tenté au printemps 1997 de prendre en main le « dossier Afrique », parlant d'« *assainir* » les relations franco-africaines et de mettre au pas tous les réseaux qui y prospèrent. Il s'y était déjà essayé en mai 1995. L'échec n'a pas tenu seulement au charisme de Foccart, mais au maillage de compromissions françafricaines enserrant Jacques Chirac. Le déclin des dinosaures et la mort de leur parrain octogénaire desserre peut-être les mailles. Mais le « prisonnier » de l'Élysée chérit trop ses liens. Il a appelé auprès de lui Jacques Toubon, président des Clubs 89 – haut lieu du foccartisme. Dominique de Villepin lui-même semble n'être pas resté insensible aux charmes et aux choix de la Françafrique. C'est tout juste si, avant de mourir, le père des réseaux ne lui a pas décerné un brevet de foccartisme : « *nous avons noué d'excellentes relations*⁶. »

Du peu de témérité de Villepin en ces matières témoigne l'article de Mediapart consacré au livre de Saint-Exupéry. Les deux journalistes y expliquent en effet :

C'est en 2003, en entendant sur une radio Dominique de Villepin, alors ministre des affaires étrangères, parler « *des génocides rwandais* », que Patrick de Saint-Exupéry a décidé de prendre la plume pour tenter de rétablir les faits contre tous ceux qui cherchent à les distordre pour réécrire l'Histoire et absoudre le « *quarteron* » politico-militaire.

L'argument de Mitterrand relatif à l'imbroglie

6. *La Françafrique. Le plus long scandale de la République*, Stock, 1998, p. 298.

rwandais est donc passé dans la bouche de de Villepin, soit que de Villepin l'ait appris de Mitterrand, soit qu'ils l'aient l'un et l'autre appris de la bouche d'un tiers, leur maître à tous deux...⁷

-
7. Il y eut incontestablement des massacres de civils hutus perpétrés par des forces tutsies, mais ils sont intervenus après le déclenchement du génocide, observe Jean-Pierre Bat : « En réponse au génocide, les troupes du général Kagame procèdent au fil de leurs avancées à des violences et à des exterminations de masses envers les Hutus » (*Le syndrome Foccart. La politique française en Afrique, de 1959 à nos jours*, Gallimard, 2012, p. 587). Les « exterminations de masse envers les Hutus » permirent à Mitterrand, de Villepin et bien d'autres d'opposer la thèse d'une inextricable guerre tribale à ceux qui s'interrogeaient sur le rôle et l'éventuelle complicité de la France dans le génocide rwandais. L'argument fit ensuite école auprès d'historiens. Ainsi Sophie Chautard, dans son opuscule *Guerres et conflits du XX^e siècle*, paru dans la collection Librio en 2004, réédité en 2019, relaie sans états d'âme la thèse officielle. Son résumé d'un génocide qui, selon Diamond, condamne « les trois-quarts environ des Tutsis qui restaient au Rwanda », ressemble étrangement à une note administrative qu'on aurait destinée à un porte-parole du Quai d'Orsay : « Dates : avril-juillet 1994. Forces en présence : Hutus contre Tutsis. Lieux d'impact : Rwanda et pays voisins (ex-Zaïre, Burundi, Ouganda) abritant des réfugiés. Cause : la mort dans un attentat du président hutu Habyarimana, le 6 avril 1994, sert de prétexte aux extrémistes hutus pour engager les massacres. Déroulement : les Forces armées rwandaises (FAR), aux mains des Hutus, lancent dès l'annonce de la mort du président une série de massacres de la minorité tutsi ; la situation s'inverse, et ce sont ensuite les Hutus qui sont exterminés par les Tutsis du Front patriotique rwandais (FPR). Ces derniers prennent le pouvoir en juillet sui-

À la différence de Dominique de Villepin, gaulliste déclaré, Jean-Luc Mélenchon, s'il cite volontiers le général, est cependant mitterrandien. Et fidèle à

vant. En dépit de l'intervention des forces armées françaises et des Casques bleus des Nations unies, la guerre civile au Rwanda se solde par un véritable génocide. Conséquences: un gouvernement d'« union nationale » comprenant des représentants des deux ethnies est mis en place à l'issue du conflit. On dénombre environ 1 million de morts » (Chautard, *Guerres et conflits du XX^e siècle*, p. 49). Qui sont les victimes du « génocide » en question et qui en sont les bourreaux? C'est la question à laquelle l'historienne se garde bien de répondre, tant ces guerres tribales africaines sont inextricables... Quoi qu'il en soit, la France a fait ce qu'elle a pu: si un génocide a eu lieu, c'est « en dépit de l'intervention des forces armées françaises ». Mais si les mots ont un sens, alors le fait est que l'historienne évoque, au sujet des crimes perpétrés par les extrémistes hutus, des « *massacres* », tandis que « ce sont ensuite les Hutus qui sont *exterminés* par les Tutsis ». Mitterrand et Villepin n'avaient pas osé aller jusque-là, se contentant de renvoyer dos à dos les uns et les autres. Mais il y a aussi des historiens indépendants, et une justice (relativement) indépendante: « le rapport du juge Trevidic conclut, en janvier 2012, à la culpabilité des extrémistes hutu dans l'assassinat du président Habyarimana. La vérité judiciaire est rendue après dix-huit ans, rejetant dans le négationnisme les thèses du 'double génocide' - sans pour autant nier les massacres de masses qui ont fait suite au génocide de 1994 » (Jean-Pierre Bat, *Le syndrome Foccart*, p. 598). Il y a donc bien eu au Rwanda un génocide conçu et perpétré par un appareil d'État aux mains d'extrémistes hutu, et dirigé contre la minorité tutsie. Et le renseignement français, apparem-

une tradition qui remonte, bien au-delà de Mitterrand, au front populaire, et plus en amont au socialisme de Jaurès, Mélenchon s'efforce de réunir dans un même « mouvement » le plus large ensemble de forces politiques et sociales progressistes, le but

ment, disposait de toutes les informations dès son déclenchement, sinon bien avant, ainsi que le documente le journal *Le Monde* dans une enquête parue dans l'édition du 16 mars 2018 (« Les ambiguïtés de l'opération turquoise », pages 14 à 17). David Servenay, prenant connaissance de documents déclassifiés, observe : « A l'état-major, on sait donc qui tue qui. Mais sait-on vraiment qui soutenir ? » (p. 15). C'est qu'en effet, comme l'a expliqué en amont le journaliste, il est des « hommes de l'entourage présidentiel » qui souhaitent poursuivre une politique de soutien diplomatique et militaire aux forces hutus, « persuadés de lutter contre l'extension du 'tutsiland' (la zone de domination de cette ethnie), perçue comme un complot anglo-saxon contre le pré carré de la France dans la région. Paul Kagame, l'homme fort du FPR, n'a-t-il pas été formé aux États-Unis ? » (*ibid.*, p. 14). On sait la conclusion de Diamond, formulée dès 2005 : « la France avait envoyé une force de maintien de la paix au Rwanda, qui s'est rangée du côté du gouvernement génocidaire hutu contre les rebelles ». Et Guillaume Ancel, ex-capitaine qui fut en mission au Rwanda, écœuré par le cynisme de l'état-major, confirme dans *Rwanda, la fin du silence. Témoignage d'un officier français* (Belles Lettres, 2018) la brève analyse de Diamond. L'ex-officier a su se tenir digne et incarner mieux que personne les valeurs fondatrices de la République Française. D'autres sont plus ambigus. Ainsi, quelques mois après la tribune parue dans *Le Figaro* à l'été 2014, *Le monde diplomatique* publiait une imposante tribune signée Dominique de Villepin, dans laquelle l'ancien premier ministre exposait sa vision de la diplomatie et les grandes lignes d'une politique

étant de prendre possession des leviers institutionnels du pays. L'entreprise réformatrice de Mélenchon est certainement louable, et peut-être nécessaire. Son universalisme militant présente toutefois

étrangère qu'il appelait de ses vœux. Il n'y jugea cependant pas nécessaire de mentionner le Rwanda, se contentant d'expliquer au sujet de l'Afrique : « Là comme ailleurs, il faut dire 'politique d'abord', comme nous avons eu à cœur de le faire avec Jacques Chirac pour la Côte d'Ivoire avec les accords de Marcoussis, en favorisant les gouvernements d'union nationale, les garanties constitutionnelles pour les minorités et pour les oppositions politiques, en apportant un soutien concret, financier et humain à l'administration efficace des États » (« La France gesticule... mais ne dit rien », *Le monde diplomatique*, décembre 2014). Est-ce une manière de prendre implicitement ses distances avec la politique de Mitterrand au Rwanda ? S'il ne mentionne pas explicitement le génocide du Rwanda, de Villepin, en revanche, ne manque donc pas de rendre hommage à la politique africaine de Jacques Chirac, après s'être présenté lui-même comme un disciple de « la politique étrangère d'indépendance, d'influence et d'équilibre incarnée par le gaullisme ». De cette « politique étrangère », on peut se faire une idée, concernant l'Afrique, en rappelant les liens de Chirac à Foccart, le « Monsieur Afrique » du général De Gaulle : « Le 20 novembre 1995, engoncé dans son fauteuil, visiblement malade et physiquement diminué, Jacques Foccart trône sous les ors de la République néogaulliste qui lui rend, par la bouche de Jacques Chirac, un vibrant hommage. Le président élève son 'Monsieur Afrique' au grade de grand officier de la Légion d'honneur. Le geste est lourd de sens » (Jean-Pierre Bat, *Le syndrome Foccart*, p. 603). Le geste du *Monde diplomatique*, offrant ses colonnes à de Villepin, n'est-il pas également lourd de sens ? Auteur d'une tribune remarquée durant l'été, sinon remarquable, dans laquelle l'ancien pre-

quelques ombres. Dans un essai intitulé *L'ère du peuple*, le militant de la « France insoumise » met en lumière le rôle crucial que les ressources maritimes sont appelées à jouer dans l'avenir, expliquant notamment que la mer « contient 85% des réserves d'hydrocarbures et des ressources minières ». Et d'un même pas, il observe :

Selon le service hydrographique et océanographique de la Marine, notre pays compte 18 000 kilomètres de côtes. Et avec 11 millions de kilomètres carrés, il dispose du deuxième territoire maritime du monde, juste derrière les États-Unis d'Amérique. Mais 97% du territoire maritime français se situe dans les outre-mers si souvent regardés de haut ou délaissés par d'ignorants prétentieux. [...] Dès lors, sur cette nouvelle mappemonde, la France n'est pas la petite nation « occidentale » qu'ont fait d'elle ses deux derniers présidents en l'intégrant servilement aux politiques de l'empire nord-américain. C'est une puissance à vocation universaliste, présente sur les cinq continents dans leur contexte maritime⁸.

La « vocation universaliste » de la France, à suivre Mélenchon, dépendrait donc autant de ses valeurs républicaines, « liberté, égalité, fraternité », que de son territoire maritime, « le deuxième territoire maritime du monde » qui, pour 97%, est donc

mier ministre affirmait sans rire, au sujet des bombardements israéliens à Gaza : « Qu'on cite, outre les États-Unis, un seul pays au monde qui agirait de cette façon », voilà qui méritait bien, sinon le grade de grand officier de la légion d'honneur, du moins une tribune dans *Le monde diplomatique*.

8. *L'ère du peuple*, Pluriel, 2016, p. 22-23.

situé dans « les outre-mers ». En regard, convenons que « l'État colonial d'Israël », ainsi que l'appelle le philosophe français Alain Badiou, est d'une étroitesse d'esprit moribonde.

*

L'État d'Israël concentre sur lui, depuis 1967, le ressentiment, que l'affect se présente comme « anti-raciste », « anticolonial », ou « anti-impérialiste ». Et depuis quelques années, l'appel au boycott d'Israël (la campagne BDS) remporte un succès grandissant, fort du soutien apporté par des personnalités intellectuelles de l'envergure de Judith Butler, par exemple. Or, comment appréhender le soutien de Judith Butler au boycott des institutions culturelles et universitaires israéliennes, sachant qu'elle est elle-même une universitaire nord-américaine et que « les États-Unis disposent du plus grand contingent militaire à l'étranger : près de 200 000 hommes répartis dans 800 bases et 177 pays à travers le monde⁹ » ? Hegel a assuré que « la lecture du journal est à l'espace public moderne ce que la prière était au monde culturel organisé essentiellement par la religion ». Tâchons de mettre à profit sa remarque.

L'édition du journal *Le Monde* datée du jeudi 7 juin 2018 porte en gros titre : « RÉFUGIÉS : L'EUROPE

9. Source : Ouest-France, avril 2017 : <https://www.ouest-france.fr/leditiondusoir/data/1002/reader/reader.html#!preferred/1/package/1002/pub/1004/page/9>

DANS L'IMPASSE. » Conséquence de la guerre civile en Syrie, le traitement de ce problème par l'Europe évoque par bien des aspects les mesures d'urgence d'une forteresse assiégée, s'efforçant d'une main de repousser le flot des indésirables tout en en ponctionnant de l'autre, ici et là, la quantité de force de travail désirée. Le second titre de la première page concerne un scandale sanitaire et écologique : « ANTILLES : LE POISON LENT DU CHLORDÉCONE. COMMENT L'ÉTAT A LAISSÉ INTOXIQUER LA MARTINIQUE ET LA GUADELOUPE. ENQUÊTE. » On sait que l'État est au service du capital et que celui-ci se soucie de la santé des gens comme d'une guigne, et moins encore si ces gens sont des ouvriers ou paysans indigènes. L'enquête du *Monde* le vérifie dans le cas des Antilles, inondé par le chlordécone durant deux décennies, en toute connaissance de cause.

Ayant découvert les gros titres, j'ouvre maintenant le journal. Les pages 2 et 3 sont consacrées à la crise des migrants, plus précisément à l'impasse dans laquelle se trouve l'Europe, incapable d'accorder ses États membres sur la question des réfugiés. La page 4 est consacrée à trois informations internationales : la première relative aux sanctions contre la Russie, que l'Autriche et l'Italie souhaiteraient assouplir ; la seconde à un démocrate californien « défenseur de longue date du mariage gay » et « arrivé en tête des primaires avec un programme très progressiste » ; la troisième à une « purge » décidée par le dictateur nord-coréen

Kim Jong-un, avant son sommet avec Trump, « en vue d'éventuelles concessions ». En page 5, il est question de la visite de Netanyahou en France et de ses « divergences » avec Macron au sujet de l'Iran : « Le président français et le premier ministre israélien campent sur leurs positions à propos du nucléaire iranien. » Et la journaliste du *Monde* d'expliquer :

L'annonce, le matin même, par l'Iran de son intention d'augmenter ses capacités d'enrichissement d'uranium, était une aubaine pour M. Netanyahou. « *Le but est d'éradiquer Israël* », a-t-il insisté, en référence à un message posté sur Twitter dimanche par le Guide suprême iranien, Ali Khamenei, qui a réaffirmé la « *position* » ancienne de Téhéran selon laquelle Israël est « *une tumeur cancéreuse maligne qui doit être enlevée et éradiquée* » du Moyen-Orient. Le premier ministre israélien a averti que « *les desseins agressifs de l'Iran au final déstabiliseront le Moyen-Orient [mais aussi] l'Europe et le monde* », en provoquant de nouveaux flux de réfugiés.

Puis je parviens aux pages 6 et 7, où il est question du chlordécone :

Les Antilles empoisonnées pour des siècles. La quasi-totalité des Guadeloupéens et des Martiniquais sont contaminés par le chlordécone, un pesticide ultra-toxique, utilisé de 1972 à 1993 dans les bananeraies. Un scandale unique au monde.

La manière dont la France traite ses territoires d'outre-mer suscite pourtant peu d'opposition en métropole, du moins au regard de l'opposition qu'y

suscite la politique coloniale de l'État d'Israël. Seul le valeureux Mélenchon paraît faire exception, lorsqu'il rappelle que « 97% du territoire maritime français se situe dans les outremer si souvent regardés de haut ou délaissés par d'ignorants prétentieux¹⁰ ».

-
10. Mais le regard que porte Mélenchon sur les territoires d'outre-mer n'est donc pas celui d'Édouard Glissant. L'écrivain indigène, en effet, propose une analyse de la situation politique, économique et sociale en Martinique qui est loin de se focaliser sur les ressources maritimes des côtes « françaises » : « Il faut supposer que la colonisation française en Martinique risque bientôt de parvenir au “stade suprême” de toute colonisation, qui est de dépersonnaliser complètement une communauté, de l’“absorber” dans un corps extérieur, et qu'en ce sens la colonisation de la Martinique se révélerait alors comme l'une des rares colonisations “réussies” de l'histoire moderne. Mais nous disons que ce serait au prix non seulement de la dépersonnalisation, mais encore (ce qui revient peut-être au même), du déséquilibre général du peuple martiniquais pris dans sa globalité. La stratégie politique de la colonisation avait conjecturé ici (et réussi) la formation d'une « classe » de petite bourgeoisie de façade, tendant par sa promotion à masquer le maintien du statu quo en ce qui concerne l'exploitation de la population des campagnes : celle des ouvriers agricoles. Cette politique a trouvé un achèvement heureux (pour elle) dans les transformations actuelles de l'économie martiniquaise : fermeture des usines sucrières compensée par une politique d'assistance sociale “adaptée” (d'où une diminution de la puissance d'impact des ouvriers agricoles) ; développement du secteur tertiaire avec un système de crédit permettant de bâillonner l'élite au cas où elle regimberait ; promotion progressive d'une représentation de façade “écono-

Tel est donc, le 7 juin 2018, le monde dans lequel nous vivons : politique européenne à l'égard des réfugiés syriens, afghans, soudanais, maliens, etc. ; empoisonnement des Antillais ; « position » de l'Iran

mique”, chargée d’“aménager” ; transformation par conséquent de la Martinique en un champ de “management” ; subtilité de plus en plus affinée des appareils de pression (sauf en cas de révolte populaire ou de la jeunesse, immédiatement réprimée) avec tentative de changer par l’immigration le rapport entre les communautés (afflux des Pieds-Noirs), etc. Notre propos n’est pas dans cet exposé de faire un bilan de l’acte colonial en Martinique, mais de lier à un tableau même succinct de la situation deux ordres de faits qui sont à leur tour en étroite connexion : d’une part le déséquilibre général, la misère morale et mentale d’autant plus frappante qu’elle ne peut se dérober derrière les apparentes et fragmentaires améliorations apportées à la misère matérielle, d’autre part le caractère artificiel et “non fonctionnel” de ce qu’on appelle les classes sociales à la Martinique. Ma proposition est qu’ici la “morbidité” est liée à cette “artificialité”, à cette “non-fonctionnalité” » (*Le discours antillais*, Gallimard, 1997, p. 188-190). Glissant aurait-il des velléités d’indépendance ? Dans cette hypothèse, on s’imagine mal Mélenchon renoncer aux richesses du territoire maritime français et de Villepin égrenant les « outils » à la disposition de la communauté internationale pour enrayer la « logique folle » de la répression, si les mots de Glissant venaient à se transformer en actions violentes. Un franco-israélien, en revanche, ou un franco-algérien, partagera aisément les analyses de l’écrivain indigène au sujet de la Martinique : « Il est admis que l’indépendance de la Martinique poserait problème aux Antillais vivant en France, dans la mesure précisément où une grande partie d’entre eux ont des statuts de fonctionnaires, d’ailleurs le plus sou-

au sujet d'Israël. Et à ce dernier sujet, celui des relations israélo-iraniennes, donnons à lire, en complément d'information, quelques coupures de presse :

« Comme l'a dit l'imam (Khomeiny), Israël doit être rayé de la carte (...). La nation musulmane ne permettra pas à son ennemi historique de vivre en son cœur même », a déclaré Mahmoud Ahmadinejad dans un discours prononcé à l'occasion d'une conférence intitulée « Le monde sans le sionisme » (*Libération*, 27 octobre 2005).

Le guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, a qualifié mardi Israël de « tumeur cancéreuse » en prônant « la libération totale de la Palestine », lors d'une conférence internationale de soutien aux Palestiniens organisée à Téhéran. « Cette tumeur cancéreuse a progressé par étapes et son traitement doit aussi se faire par étapes », a déclaré l'ayatollah Khamenei (*La Croix*, 21 février 2017).

vent subalternes. Leur reconversion serait à coup sûr délicate, et seule une solution de compromis entre la France et l'État martiniquais futur pourrait rassurer une telle partie de la population martiniquaise. C'est là une des menaces le plus souvent brandies par les tenants du statu quo. Je pense pourtant qu'une Martinique indépendante aiderait beaucoup cette émigration, par la référence de base qu'elle lui allouerait, par la possibilité qu'elle lui offrirait de lutter contre l'ambigu, la banalisation, par le sentiment de dignité collective qu'elle lui conférerait ; et peut-être oui par l'opportunité soudain ouverte de fréquenter enfin le vrai pays français, et non plus ce fantasme de pays que même au cœur de la Touraine ou de la Provence les Antillais ne cessent de remuer en eux comme un inatteignable désir » (*ibid.*, p. 131-132).

Les dirigeants iraniens se réfèrent [...] souvent à une citation de l'ayatollah Khomeiny, mort en 1989, dans laquelle il déclare que « le régime occupant Jérusalem [doit] disparaître des pages du temps », que Mahmoud Ahmadinejad a reprise en 2005, et qui a été traduite par « Israël doit être rayé de la carte », suscitant l'émoi dans le monde entier. Dans son interview au *Point*, Mohammad Javad Zarif réagit justement à ces propos et affirme que Mahmoud Ahmadinejad – et par extension l'ayatollah Khomeiny – « n'a pas dit qu'il allait détruire [Israël] ! » Et de préciser : « Il a souligné qu'Israël, en poursuivant ses politiques, allait subir ce sort. » Interrogé depuis Téhéran, un fin connaisseur des arcanes de la diplomatie iranienne estime que le ministre « a fait cette déclaration afin qu'Israël ne se serve plus de ce prétexte pour se présenter comme victime et justifier ainsi ses agressions dans la région. Toutefois, poursuit-il, le prix à payer [pour Zarif] à l'intérieur de l'Iran a été très important. » En effet, si les milieux réformateurs en Iran (proches du gouvernement) ont globalement salué cette évolution du discours révolutionnaire, les courants conservateurs (proches du Guide suprême, des services de sécurité et de l'Autorité judiciaire) l'ont fustigé. « Ceci est un mensonge. C'est une injure à l'imam [Khomeiny]. L'imam a dit qu'Israël devait disparaître », s'est indigné Hassan Rahimpour Azghadi, un important théoricien conservateur, membre du Conseil suprême de la révolution culturelle, dans une vidéo publiée par le Student News Network (SNN) (*Le Point*, 26 décembre 2018).

Qu'est-ce que la journaliste du *Monde* entend par « aubaine » lorsqu'elle écrit : « L'annonce, le

matin même, par l'Iran de son intention d'augmenter ses capacités d'enrichissement d'uranium, était une aubaine pour M. Netanyahou » ? L'« intention » de l'Iran et sa « position » réitérée au sujet d'Israël, est-ce donc une « aubaine pour M. Netanyahou » ? Certes, cela conforte le premier ministre israélien dans ses convictions : l'État d'Israël est une forteresse assiégée par des hordes de barbares anti-sémites. Mais de là à conclure que Netanyahou se représente la « position » du régime iranien comme une « aubaine », il y a un pas que je ne franchirai pas. Car, à ses yeux, c'est d'abord une menace. Et il ne me viendrait pas à l'esprit de penser qu'il s'en réjouit tant ; du moins pas davantage qu'il ne se réjouit de voir s'organiser aux abords du Golan des soldats venus d'Iran¹¹.

-
11. « Après trois ans de combat contre l'EI dans ces deux pays [Irak et Syrie], Soleimani [général iranien] avait l'honneur de proclamer la « victoire » finale contre les djihadistes, dans une lettre ouverte adressée au Guide suprême iranien, Ali Khamenei. Quelques jours plus tôt, *Javan*, le quotidien des gardiens, avait publié une tribune résumant l'enjeu de cette bataille : « *La libération d'Al-Boukamal signifie l'achèvement du corridor terrestre de la résistance, qui ouvrirait à Téhéran un accès terrestre à la mer Méditerranée et à Beyrouth : un fait notable dans l'histoire millénaire de l'Iran.* » Entre les lignes du texte triomphal, pointait comme une nostalgie impériale... Ce « corridor terrestre » relie trois capitales (Bagdad, Damas, Beyrouth), selon un axe orienté vers la Méditerranée. C'est une zone d'influence plutôt qu'une véritable autoroute [...]. Cette influence, l'Iran l'a payée durant cinq ans en soutenant le président syrien Bachar Al-Assad contre l'insurrection, aux côtés de son allié libanais, le Hezbollah, dont

Le boycott d'Israël est une option qui convainc de plus en plus de militants progressistes. D'autres sont convaincus depuis longtemps, à commencer par les pétromonarchies du Golfe, par exemple les Émirats Arabes Unis qui, lors d'un championnat international de judo qu'ils accueillient, ont veillé à ce que tout symbole israélien soit banni des cérémonies officielles. Le site du journal *L'équipe* s'en est fait l'écho :

Le judoka israélien Tal Flicker, médaillé d'or jeudi au tournoi du Grand Chelem d'Abu Dhabi dans la catégorie des moins de 66 kg, a été dans l'obligation de célébrer son succès sous le drapeau de la fédération internationale de la discipline en raison d'une interdiction des symboles israéliens au sein de l'Émirat. L'hymne national israélien « Hatikvah » a, lui aussi, été remplacé par celui de la Fédération Internationale de Judo, composé en 2015 par le français

la survie dépend des armes, des fonds et du matériel iraniens qui lui parviennent à travers la Syrie depuis les années 1980. C'est le chef du Hezbollah, Hassan Nasrallah, qui se serait rendu en 2012 à Téhéran, « *neuf mois après le début de la guerre civile* », pour convaincre le Guide suprême, Ali Khamenei, de peser de toutes ses forces dans une bataille qu'il jugeait alors presque perdue, selon un récit donné par l'ex-parlementaire iranien Esmail Kowsari, un ancien gardien de la révolution, à l'agence de presse Fars, fin 2013. [...] L'opposition syrienne, ses soutiens étrangers et le voisin israélien, eux s'interrogent : l'Iran retirera-t-il ses contingents ? » (Louis Imbert et Allan Kaval, *Le Monde*, 29 décembre 2017, p. 12-13).

Reinhardt Wagner et interprétée par l'Orchestre philharmonique de Budapest. Pour montrer sa désapprobation, Tal Flicker a entonné l'hymne national israélien malgré les mesures discriminatoires anti-israéliennes¹².

Et n'allez pas croire que les sports de combat attisent les sensibilités théologico-politiques. Ce qui s'applique aux lutteurs ou judokas d'Israël s'appliquent pareillement à ses joueurs d'échecs, ainsi que le rapporte un autre site d'information :

Selon le vice-président de la Fédération mondiale des échecs (FIDE), l'Arabie Saoudite a refusé les demandes de visa soumises par des joueurs israéliens qui souhaitaient participer à un championnat de vitesse aux échecs, organisé dans le Royaume cette semaine. Le refus a été annoncé en dernière minute alors que l'optimisme planait que pour la première fois l'Arabie Saoudite accueillerait publiquement les Israéliens, marquant une rupture avec la politique de longue date de l'État du Golfe de refuser de reconnaître Israël ou d'établir des relations diplomatiques officielles. Alors qu'Israël a signalé que l'Arabie Saoudite était ouverte à une alliance avec l'État juif basée sur des intérêts partagés dans la lutte contre l'agression iranienne dans la région, les Saoudiens ont jusqu'ici choisi de ne pas aller dans cette direction de façon officielle. Le refus d'accord de visa des sept joueurs d'échecs israéliens représente un nouvel exemple au cours de ces trois derniers mois de discrimination lors de compétitions internationales dans les pays musul-

12. <https://www.lequipe.fr/Judo/Actualites/L-hymne-et-le-drapeau-israelien-censure/846019>

mans. Lors d'une compétition internationale de judo en octobre, les athlètes israéliens ont été forcés de concourir dans des kimonos dépourvus de drapeaux israéliens lors d'un tournoi aux Émirats Arabes Unis (EAU). Un Israélien avait alors remporté la médaille d'or et l'organisation lui a refusé le privilège accordé à tous les autres concurrents, d'avoir à entendre son hymne national et de faire flotter son drapeau. Au total, les athlètes israéliens ont remporté cinq médailles au Grand Chelem à Abou Dhabi. En novembre, un lutteur iranien a déposé forfait lors d'une compétition internationale afin d'éviter de rivaliser avec un Israélien. Quelques semaines plus tôt, le Maroc a refusé l'entrée à l'équipe nationale israélienne de judo, qui prévoyait de participer à l'Open des Championnats du monde à Marrakech. Suite aux annonces précédentes que des visas pourraient être délivrés aux joueurs israéliens pour se rendre en Arabie saoudite pour le tournoi de décembre, le vice-président de la Fide, Israel Gelfer, a finalement annoncé à Athènes que les visas « n'ont pas été délivrés »¹³.

Danseurs, lutteurs et judokas, joueurs d'échecs, quelle que soit leur pratique, les Israéliens n'en restent pas moins des colons racistes et impérialistes, actifs ou passifs, qu'il est louable de boycotter. Et la diabolisation d'Israël est telle, parfois, qu'elle en devient drôle. Un article du journal *Libération* daté du 2 juillet 2018 rapporte qu'un général iranien accuse Israël de lui voler ses... « nuages » :

13. <https://jssnews.com/2017/12/25/larabie-saoudite-refuse-daccueillir-les-joueurs-dechecs-israeliens-pour-les-championnats-du-monde/>

Un général a accusé lundi Israël de trafiquer les nuages pour empêcher la pluie de tomber en Iran, et fait part de « vols de nuages » en territoire iranien, avant d'être démenti sur ce dernier point par la météorologie nationale, selon l'agence semi-officielle Isna. « Le changement climatique en Iran est suspect », a déclaré le général de brigade Gholam Reza Jalali, commandant de la Défense passive iranienne lors d'un colloque national sur la protection des populations, indique Isna, alors que l'Iran fait face à une grave sécheresse. « L'ingérence étrangère est soupçonnée d'avoir joué sur le changement climatique. Des centres scientifiques du pays ont mené une étude sur ce sujet et leur résultat confirme » l'hypothèse, a ajouté l'officier. Selon ses propos rapportés par Isna, « Israël et un autre pays de la région ont des équipes conjointes qui travaillent à faire en sorte que les nuages qui entrent dans le ciel iranien soient incapables de déverser la pluie ». « En plus de cela, nous faisons face à un phénomène de vols de nuages et de neige », a ajouté le général Jalali. Selon l'agence Isna, l'officier a cité « une étude quadriennale » ayant montré qu'au-dessus de 2 200 mètres d'altitude toutes les zones de montagnes entre l'Afghanistan et la Méditerranée sont couvertes de neige, sauf en Iran. Le général Jalali « a probablement des documents sur ce sujet dont je n'ai pas connaissance, mais sur la base des connaissances météorologiques, il n'est pas possible qu'un pays vole la neige ou des nuages », a déclaré le directeur de la météorologie nationale, Ahad Vazife, cité par Isna. « Un pays ne peut pas voler de nuages. Si c'était le cas, il n'y aurait pas de police de l'eau aux États-Unis car les Américains voleraient alors les nuages des autres pays et ils

n'auraient nul besoin d'une police de l'eau, donc celle-ci aurait été supprimée », a-t-il ajouté. Aux États-Unis, la Californie a institué il y a quelques années une « police de l'eau » chargée de veiller à la conservation des ressources hydriques de cet état de l'ouest américain habitué aux sécheresses. Selon M. Vazife, « l'Iran souffre d'une sécheresse prolongée, et il s'agit d'une tendance mondiale qui ne s'applique pas qu'à l'Iran ». « Soulever de telles questions non seulement ne résout aucun de nos problèmes, mais nous détournera des moyens de trouver les bonnes solutions », a estimé le scientifique¹⁴.

En contrepoint, citons un extrait d'un article paru sur le site *Lundimatin* (#156), relatif aux causes climatiques de l'insurrection syrienne et aux menaces que les évolutions probables du climat font peser sur d'autres États de la région :

« Aujourd'hui, on ne peut comprendre le réveil arabe... sans prendre en compte le stress exercé par le climat, l'environnement et la population » conclut Friedman dans son article sur le câble de Wikileaks. Mais le stress hydrique et ses conséquences sociales touchent tous les pays de la région. Et tout le monde n'a pas les moyens de s'acheter des climatiseurs et des usines de dessalement de l'eau de mer. « *L'ennemi de l'Iran est à l'intérieur et non à l'extérieur* » affirmait l'ancien ministre de l'agriculture iranien Issa Kalantari en parlant de la sécheresse. Il estime que 50 millions d'Iraniens pourraient quitter le pays dans les 25 prochaines années si le problème de l'eau venait à s'aggraver.

14. http://www.liberation.fr/depeches/2018/07/02/alerte-aux-vols-de-nuages-en-iran-la-meteo-dement_1663486.

L'Iran fait partie du trio de tête des pays qui puisent le plus dans leurs réserves hydriques non renouvelables. Régulièrement des écologistes cherchent à alerter sur ce problème. Certains d'entre eux sont arrêtés, accusés d'espionnage et se suicident en prison.

Si le réchauffement climatique, la sécheresse, l'érosion des sols, selon certains, sont à compter parmi les principales causes du « printemps arabe », selon d'autres elles se situeraient ailleurs. Samir Amin, économiste et directeur du Forum du Tiers-monde à Dakar, est notamment l'auteur d'un livre paru en 2015 aux éditions Le Temps des Cerises, intitulé *Le monde arabe dans la longue durée*. Il y expliquait au sujet de « la révolte en Syrie » :

Les composantes de la révolte en Syrie n'ont jusqu'à présent pas fait connaître leurs programmes. Sans doute la dérive du régime bassiste, rallié au néolibéralisme et singulièrement passif face à l'occupation du Golan par Israël est-elle à l'origine de l'explosion populaire. Mais il ne faut pas exclure l'intervention de la CIA : on parle de groupes qui ont pénétré à Diraa en provenance de la Jordanie voisine. La mobilisation des Frères musulmans, qui avaient été à l'origine il y a quelques années des insurrections de Hama et Homs, n'est peut-être pas étrangère au complot de Washington, qui s'emploie à mettre un terme à l'alliance Syrie/Iran, essentielle au soutien du Hezbollah au Liban et du Hamas à Gaza¹⁵.

Comment interpréter le soulèvement en Syrie ?

15. S. Amin, *Le Monde arabe dans la longue durée*, Le Temps des Cerises, 2015, p. 39.

L'alternative, à suivre Amin, est la suivante : ou bien « l'explosion populaire » a été spontanée et en ce cas elle a eu pour « origine », cause ou explication « la dérive du régime bassiste, rallié au néolibéralisme et singulièrement passif face à l'occupation du Golan par Israël » ; ou bien la prétendue révolte est en réalité un « complot de Washington » (autrement dit un « complot » d'Israël *via* Washington) et, en ce cas, elle vise à affaiblir le Hezbollah au Liban et le Hamas à Gaza, soutenus l'un et l'autre par le régime d'Assad. Ou bien encore c'est un savant alliage des deux, à savoir une frustration populaire instrumentalisée par l'impérialisme américano-sioniste.

Qu'on se tourne ici ou là, c'est donc d'Israël qu'il doit finalement être question dans les printemps arabes, puisqu'en dernière analyse l'ennemi, c'est le sionisme, que ce soit en Tunisie, en Égypte, en Syrie, en Libye, au Yémen, etc. Ainsi, dans le cas de la Syrie, si l'insurrection n'est pas l'œuvre d'un « complot » de l'étranger, alors il faut en rechercher la cause dans l'oppression du peuple syrien par Israël. Car l'État « juif » occupe quelques dizaines de kilomètres carrés sur le plateau du Golan, depuis lequel les armées syriennes, avant 1967, tiraient quand bon leur semblait sur les habitants de Galilée vivant en contrebas. Si donc il s'agit bien en Syrie d'une insurrection populaire et non d'un « complot » de la CIA et/ou du Mossad, sa cause ou son « origine » résiderait dans la frustration engendrée par la passivité du régime syrien,

lequel a cessé de résister activement à l'occupation sioniste, à l'inverse du Hezbollah, résistant héroïque. Le reste, c'est-à-dire la vie concrète de millions de Syriens subissant, outre une sécheresse extraordinairement sévère¹⁶, la dictature monotone d'une bourgeoisie patrimoniale à dominante

16. Voir Agnès Sinäi, « Aux origines climatiques des conflits », *Le monde diplomatique*, août 2015 : « Entre 2006 et 2011, la Syrie a connu la plus longue sécheresse et la plus importante perte de récoltes jamais enregistrée depuis les premières civilisations du Croissant fertile. [...] Pendant des décennies, le régime baasiste de Damas a négligé les richesses naturelles du pays, subventionné des cultures de blé et de coton nécessitant beaucoup d'eau et encouragé des techniques d'irrigation inefficaces. Surpâturage et hausse démographique ont renforcé le processus. Les ressources hydriques ont chuté de moitié entre 2002 et 2008 ». Dans un livre sur Israël, Pierre Blanc et Jean-Paul Chagnollaud observent pour leur part : « Parmi les représentations courantes au sujet d'Israël figure celle d'un territoire sorti du désert par l'agriculture irriguée. Peu importe que cette représentation soit excessive, l'agriculture arabe existait bel et bien. Il est sûr que, avant même la création d'Israël, le besoin de sécurisation alimentaire du Yishouv dans un contexte assez aride appelait des réponses agronomiques de la part de ses responsables. Rien d'étonnant alors à ce que le premier institut de recherche crée fût dévolu à l'agronomie. C'est à quelques kilomètres de Lod que l'Agence juive fonda, en 1921, une station d'expérimentation agricole dont le premier directeur fut Yitzhak Elazari Volcani, qui dirigea cette institution pendant trente ans pour en faire un centre d'innovation agricole de renom. Devenu l'Institut Volcani, désormais localisé dans la région de Beit Dagan, ce centre n'a cessé de rayonner et d'accompagner la révolution agricole opérée par Israël. Non seulement l'agriculture a pu

confessionnelle (la minorité alaouite gouvernant la majorité sunnite), c'est finalement très secondaire.

*

Dans un livre paru aux éditions Libertalia en avril 2019, *La trique, le pétrole et l'opium*, j'écrivais ceci :

accroître ses performances, mais la recherche s'est traduite par des valorisations agro-industrielles, parfois prisées sur les marchés mondiaux. Dans le domaine de l'hydraulique agricole, cette sorte de catalyse par la contrainte semble tout particulièrement avoir fonctionné. Arrivé en 1946 dans le kibboutz Hatzerim, à quelques kilomètres de Beersheva, autrement dit en zone aride, l'ingénieur Simcha Blass avait par exemple découvert le système de goutte-à-goutte (*tif-touf* en hébreu). Non seulement cette technique répondait aux problématiques israéliennes du manque d'eau, mais Blass réussit à en faire une méthode exportable dans le cadre de la société qu'il créa. Cette société, Netafim, est ainsi devenue la première entreprise mondiale dans le domaine de l'irrigation, exportant son savoir-faire dans plus de cent pays. Il en est de même pour la société Mekorot, créée en 1937 par la mouvance travailliste et l'Agence juive pour approvisionner la vallée de Jezréel. Elle est aussi très présente sur les marchés mondiaux des équipements hydrauliques et sur les technologies du dessalement notamment. [...] Cette catalyse par l'aridité semble ainsi illustrer l'« effet Boserup », du nom de la chercheuse qui a déconstruit les théories malthusiennes, en soulignant que la contrainte démographique pouvait susciter des réponses technologiques capables de sauts productifs et d'améliorations dans la gestion des ressources. [...] l'hostilité agro-climatique a bel et bien aiguillonné l'essor économique d'Israël » (*Israël face à Israël. Promesses et dérives d'une utopie*, Autrement, 2018, p. 186-187).

Que l'État d'Israël soit l'élément déterminant du malheur palestinien, et pour une part libanais, c'est un fait indiscutable ; qu'il soit *un* élément déterminant du « malheur arabe », depuis l'Algérie jusqu'au Yémen, c'est en revanche une sorte de « déni hallucinant qui situe le problème aux antipodes ».

Dans un numéro de l'hebdomadaire *Politis* paru un mois plus tard, le 23 mai 2019, Denis Sieffert rendait compte de l'ouvrage dans un article intitulé « Le tournant risqué d'Ivan Segré. Le philosophe propose une analyse économiste qui absout la colonisation israélienne ». Il y expliquait notamment :

Bien sûr, [Ivan Segré] admet que la création de ce pays puis la poursuite de la colonisation ont fait le malheur des Palestiniens, mais, pour ce qui est du reste du monde arabe, ce ne serait que fantasme et exutoire de frustrations inavouées. Que le discours pro-palestinien ait été instrumentalisé par des régimes autoritaires, c'est une évidence, mais c'est précisément parce que les peuples y sont sensibles que l'instrumentalisation fonctionne. C'est ce sentiment d'arabité dont parlait Maxime Rodinson qui semble échapper à Segré, et qui fait qu'il n'est pas besoin de subir directement la colonisation pour se sentir solidaire de ses victimes. Le sentiment d'injustice qui résulte de la mauvaise foi occidentale continue de toucher le monde arabe, et au-delà, car le déni de droit pose un problème universel qu'on ne saurait réduire à un fantasme¹⁷.

Deux semaines plus tard, dans un autre numéro

17. *Politis*, n°1554, p. 23.

de *Politis*, paraissait un courrier des lecteurs signé par Jean Stern et Nicolas Norrito (des éditions Libertalia) s'étonnant que l'hebdomadaire ait pu porter des « accusations infondées » au sujet d'une prétendue absolution de la colonisation israélienne, sachant que « rien dans le livre ne permet de le soutenir ». Denis Sieffert répondait alors aux auteurs du courrier :

Il me semblait assez clair que je ne critiquais pas l'ensemble de l'ouvrage, rendant même hommage à la partie consacrée à la « prêtrise laïque ». J'ai été étonné en revanche de la contestation récurrente de la « centralité » du conflit israélo-palestinien. Prétendre que seuls les Palestiniens en seraient victimes, c'est ramener le conflit à sa seule dimension territoriale, et en effacer la portée symbolique¹⁸.

Qu'est-ce donc que la « centralité » du conflit israélo-palestinien ? Et qu'est-ce que sa « portée symbolique » ? C'est à ces deux questions que je me propose dans les pages qui suivent d'apporter des éléments de réponse, afin d'éclairer ceux dont la bonne foi ne saurait être en cause et dont l'intelligence convient qu'en effet, du sionisme, « seuls les Palestiniens [sont] les victimes », et non les Syriens, les Irakiens, les Tunisiens, les Antillais ou les Belges.

18. *Politis*, n°1556, p. 30.

1. Israël, Sartre et le roi d'Espagne

En 1948, [Sartre] prend position pour la création de l'État hébreu et défend la paisioniste, pour un « État indépendant, libre et pacifique ». [...] « Fusillez Sartre ! » Ce ne sont plus les nostalgiques de l'Algérie Française qui le proclament. C'est moi, l'indigène.

Houria Bouteldja, *Les Blancs, les Juifs et nous*

Dans un livre de dialogue avec Alain Badiou « sur la politique et la philosophie de notre temps », Jean-Claude Milner distingue deux types d'hostilité à l'égard des Juifs, l'une « ancienne », l'autre « nouvelle ». Et la nouveauté, selon lui, résiderait dans le surgissement d'une configuration idéologique originale, au sein de laquelle l'antisémitisme n'est plus un marqueur de la réaction mais du progrès : « L'antisémitisme nouveau est devenu un marqueur de la liberté d'esprit et de la liberté politique¹⁹ ». Le « moment sartrien », observe Milner, « est clos » :

Après 1945, aucun marqueur antijuif ne pouvait être un marqueur de liberté ; tous étaient au contraire des marqueurs de servitude. C'est le moment sartrien. Il est clos. Aujourd'hui, les marqueurs antijuifs sont devenus compatibles avec les marqueurs de la liberté politique et/ou philosophique ; ils tendent même à en devenir une condition nécessaire. Le nouvel antijuif méprise les antisémites de type ancien ; il se rêve amoureux des libertés et des libérations et, en tant que nouveau venu, il a besoin d'éducateurs. Il est normal qu'il les cherche dans l'Université mondiale²⁰.

19. *Controverse. Dialogue sur la politique et la philosophie de notre temps*, Seuil, 2012, p.190.

20. *Ibid.*

On peut convenir de dater la clôture du « moment sartrien » en juin 1967, date à partir de laquelle l'État d'Israël occupe la totalité de la Palestine mandataire et tend à focaliser le ressentiment anticolonial. Et de fait, on rencontre l'expression « nouvel antisémitisme » dès décembre 1967 dans un texte de Raymond Aron, « Le temps du soupçon », où il est question de la célèbre conférence de presse prononcée par De Gaulle en novembre de la même année :

La conférence de presse *autorisait* solennellement un nouvel antisémitisme, les derniers propos du chef de l'État suspendent, pour ainsi dire, cette autorisation, mais dans le style propre du Prince, autrement dit, en rejetant sur les autres ses propres responsabilités : seuls des « antigaulistes systématiques » (René Cassin, par exemple) pouvaient « affecter de tenir pour péjoratif » ce que tout esprit droit jugerait élogieux²¹.

Ce que Aron désigne par « nouvel antisémitisme » est précisé plus loin : les « antisémites » sont dorénavant libres de « reprendre la parole et d'user du même langage qu'avant le grand massacre ». Du fait des déclarations de De Gaulle, « L'antisémitisme d'État, d'un coup, devenait de nouveau *salonfähig* [respectable], comme disent les Allemands²² ». Ce « nouvel antisémitisme » n'était donc rien d'autre que l'ancien, vichyste, pétainiste,

21. *De Gaulle, Israël et les Juifs*, Plon, 1968, p. 12, souligné dans le texte.

22. *Ibid.*, p. 17.

collaborateur, qui refaisait surface, mais sous l'impulsion cette fois du chef de la Résistance. Lors de sa conférence de presse, évoquant la situation politique au Proche-Orient au lendemain de la guerre dite « des six jours », De Gaulle avait en effet exprimé ses inquiétudes en des termes ambigus :

Et certains même redoutaient que les juifs, jusqu'alors dispersés, mais qui étaient restés ce qu'ils avaient été de tout temps, c'est-à-dire un peuple d'élite, sûr de lui-même et dominateur, n'en viennent, une fois qu'ils seraient rassemblés dans le site de [leur] ancienne grandeur, n'en viennent à changer en ambition ardente et conquérante les souhaits très émouvants qu'ils formaient depuis dix-neuf siècles : « L'an prochain à Jérusalem »²³.

Ces paroles ayant provoqué quelques remous, le général, *après coup*, entreprit d'apaiser les esprits et

23. Les paroles du général, posées, réfléchies, mûries, se prêtent à bien des lectures ; l'une d'entre elles suppose d'avoir à l'esprit une certaine culture française, notamment livresque, dont ces lignes d'un roman des frères Goncourt paru un siècle auparavant : « Puis, peu à peu, parmi les sensations éveillées en lui par ce culte, cette langue, qui n'étaient ni son culte ni sa langue, ces prières, ces chants, ces visages, ce milieu d'un peuple étranger et si loin de Paris dans Paris même, il se glissa dans Coriolis le sentiment, d'abord indéterminé et confus, d'une chose sur laquelle sa réflexion ne s'était jamais arrêtée, d'une chose qui avait toujours été jusque-là pour lui comme si elle n'était pas, et comme s'il ignorait qu'elle fût. C'était la première fois que cette perception lui venait de voir une juive dans Manette, qu'il avait su pourtant être juive

de clarifier le malentendu ; ce qui inspira au sociologue les réflexions suivantes, d'une rare impertinence sous sa plume : « Personne n'ignore plus la technique de la douche écossaise ou des intermittences du cœur. Deux pas en avant, puis – la tournée des popotes – un pas en arrière et, de nouveau, deux pas en avant²⁴ ». C'est qu'en effet De Gaulle, modèle inavoué – et inavouable – de bien des sentences « anti-impérialistes » au sujet d'Israël, paraissait prendre le pouls de la bête qui, ma foi, ne

dès le premier jour. [...] Elle offrait une séduction qui, après sa beauté, avait attaché Coriolis et le tenait lié à elle. Elle possédait ce qui sauve les créatures d'en bas du commun et du canaille : elle était née avec ce signe de race, le caractère de rareté et d'élégance, la marque d'élection qui met souvent, contre les hasards du rang et de la destinée des fortunes, la première des aristocraties de la femme, l'aristocratie de nature, dans la première venue du peuple : - la distinction. [...] De ce jour, Manette devint une autre femme. Sa domination n'eut plus de caresse. Elle mit dans ses rapports avec Coriolis une sorte d'autorité, de sécheresse. Elle ne sembla pas lui demander pardon de le faire obéir : ce qu'elle voulait, elle le voulut sans même le prier de le vouloir avec elle. Elle eut avec lui des ordres brefs, sans phrases, sans explication, sans réplique, comme avec quelqu'un qui n'a pas le droit de demander plus. Elle prit, d'un air dégagé, l'assurance et le commandement d'une volonté nette et tranchante ; de sa voix se dégagea un ton impératif froid, posé, coupant. Ce fut si brusque, si décisif, que Coriolis en reçut comme le coup d'une soudaine interdiction : il resta, bras cassé, accablé, assommé » (Edmond et Jules Goncourt, *Manette Salomon*, 1867).

24. *Ibid.*, p. 12.

se portait pas mal. Reste que par ailleurs il énonçait au sujet de la situation israélo-palestinienne certaines vérités qui dérangent et qui, pour reprendre un mot d'Alain Gresh dans un article paru en septembre 2017, consacraient « la vision prémonitoire gaullienne » : « Maintenant [Israël] organise, sur les territoires qu'il a pris, l'occupation qui ne peut aller sans oppression, répression, expulsion et s'y manifeste contre lui la résistance qu'à son tour il qualifie de terrorisme. » De persécutés, les Juifs étaient devenus persécuteurs, d'où suivait que le marqueur antijuif prenait une autre signification, clôturant ainsi le « moment sartrien » ; ce dont Sartre, du reste, ne se serait pas aperçu. Gresh le souligne lorsqu'il évoque dans le même article l'indignation consensuelle que les paroles du général provoquent :

Les voix dissidentes sont rares. Même un homme comme Jean-Paul Sartre, engagé dans le combat anti-colonialiste de manière déterminée en Algérie et ailleurs – il a préfacé *Les Damnés de la terre*, de Franz Fanon paru aux éditions Maspero – signe un appel dans lequel est évoquée « *la volonté de paix d'Israël* ». Dans une préface au numéro spécial des *Temps modernes* intitulé « Le conflit israélo-arabe » et qui sort des presses début juin, il écrit : « Nous sommes allergiques à tout ce qui pourrait, de près ou de loin, ressembler à de l'antisémitisme. Nos amis arabes répondent qu'ils ne sont pas antisémites mais anti-israéliens. Mais, pour nous, peuvent-ils empêcher que ces Israéliens soient aussi des juifs ? » Il gomme ainsi toute la dimension coloniale de l'installation des

colons juifs en Palestine, abordée pourtant par Maxime Rodinson dans ce même numéro des *Temps modernes* sous le titre : « Israël, fait colonial ? »²⁵

Après la conférence de De Gaulle, Sartre lui-même serait devenu hors sujet, parce que demeuré accroché à une signification caduque du « marqueur antijuif ». Autrement dit, ce que Milner appelle la clôture du « moment sartrien », c'est ce que Gresh appelle « la vision prémonitoire gaulleienne ». Tel est le nœud dont il importe aujourd'hui de refaire à l'envers les mouvements qui le nouent.

*

Dans un article paru le 23 juillet 2004 dans *Libération*, André Glucksmann repérait trois sortes d'antisémitisme en France : un antisémitisme arabo-musulman, qu'il précisait être « ultra-minoritaire » parmi les 10% de français d'origine arabo-musulmane ; un antisémitisme « de gauche » sévissant notamment dans les universités occidentales et qui, « sous couleur d'antisionisme, érige le Palestinien en figure emblématique venue se substituer au Prolétaire de jadis » ; enfin un antisémitisme « classique, honteux et silencieux depuis Vichy, Pétain et la Collaboration » qui cependant « relève sournoisement la tête ». Et Glucksmann de donner pour

25. Article accessible sur le site Orient XXI : <https://orientxxi.info/magazine/de-gaulle-les-juifs-un-peuple-sur-de-lui-meme-et-dominateur>.

exemple de cette troisième sorte d'antisémitisme le propos fort peu diplomatique d'un diplomate du Quai d'Orsay : « On se souvient de la sortie d'un ambassadeur de France à Londres sur ce *'shitty little country... Why should the world be in danger of World War III because of those people?'* ». Daniel Bernard, ambassadeur de France à Londres sous la présidence de Jacques Chirac, aurait proféré une parole de cette sorte lors d'une soirée mondaine et cela fut rapporté par son hôte – propriétaire du quotidien anglais *The Telegraph* – dans la presse anglaise. On peut toutefois en conclure, à la différence de Glucksmann, que l'antijudaïsme en France après 1945 procède de la Collaboration (d'où est issu Papon) aussi bien que de la Résistance (d'où est issu De Gaulle, qui réhabilita Papon). Et ce serait donc un antijudaïsme principalement d'origine européenne, c'est-à-dire chrétienne, dont la racine se situe bien au-delà des antagonismes plus immédiatement idéologiques. La philosophe Simone Weil en est un glorieux exemple. Dans *Le Monde diplomatique* daté d'avril 2016, un article est consacré à sa vie et son œuvre : « Simone Weil, un engagement absolu ». Et en effet, cet « engagement absolu » à partir de 1935 est décrit par l'auteur, Olivier Pironnet, avec la clairvoyance, la précision et l'empathie requises :

Au cours de l'été 1935, en vacances au Portugal, elle assiste à une procession de femmes de pêcheurs. « Là, j'ai eu soudain la certitude que le christianisme est par excellence la religion des esclaves, que des esclaves ne

peuvent pas ne pas y adhérer, et moi parmi d'autres. » Marquée par la figure du Christ, elle se tournera vers le catholicisme en 1938, tout en restant une « chrétienne hors de l'Église ». C'est cette dimension mystique qui sera plus tard souvent soulignée, alors même que sa radicalité politique tendra à être minorée. Les « esclaves », ce sont aussi les indigènes dans les colonies françaises, les peuples asservis par une puissance étrangère. La férocité de la répression du soulèvement nationaliste parti de Yen Bai, en Indochine, en février 1930, lui apparaît en lisant la presse. Elle signe plusieurs articles sur la question indochinoise et la situation en Algérie, rencontre le dirigeant nationaliste Messali Hadj, dont elle prend la défense après sa condamnation à deux ans de prison, et se dit opposée à la création d'un État juif en Palestine : il ne faut pas, estime-t-elle, « donner le jour à une nation qui, dans cinquante ans, pourra devenir une menace pour le Proche-Orient et pour le monde ».

À la suite du déclenchement de la guerre civile entre fascistes et républicains en Espagne, en juillet 1936, elle part, seule, pour Barcelone. En raison de ses positions pacifistes, elle soutient la politique de non-intervention de la France, mais ressent la « nécessité intérieure » de « participer moralement ». Bientôt, elle rejoint en Aragon les miliciens anarchistes de la colonne formée par Buenaventura Durruti. Une semaine plus tard, elle se brûle gravement et doit quitter le front. L'expérience de la guerre, « quand il n'est rien de plus naturel (...) que de tuer », conforte son pacifisme et nourrit ses *Réflexions sur la barbarie* (1939). Mais ce même idéal fera d'elle une opposante farouche à l'entrée en guerre contre Adolf Hitler, jusqu'à l'invasion de la Tchécoslovaquie par les

troupes allemandes, en mars 1939. Peu après, elle admet avoir commis une « erreur criminelle ». Elle rejoint la Résistance à Londres et rédige *L'Enracinement*, qui paraîtra en 1950 grâce à Albert Camus : une esquisse de ce que devrait être une « civilisation nouvelle », fondée sur la « spiritualité du travail », l'amour du bien public et l'égalité.

Est ainsi résumée dans ses grandes lignes la vie d'une philosophe engagée aux côtés des « damnés de la terre » : ouvriers d'usine, républicains espagnols, indigènes des colonies, « esclaves » de toute sorte dont le christianisme serait, qu'ils en aient ou non conscience, la « religion ». Certes, son pacifisme l'aveugla un temps, mais après mars 1939 elle reconnut son « erreur criminelle » et s'engagea dans la Résistance. On est toutefois tenté de s'interroger sur les raisons d'un pacifisme militant qui fit d'elle, jusqu'en mars 1939, « une opposante farouche à l'entrée en guerre contre Adolf Hitler ». Les Juifs persécutés étaient-ils à ses yeux des « esclaves » ou, au contraire, irréversiblement et comme obstinément étrangers au christianisme, étaient-ils les adversaires de toujours des « esclaves » comme de l'humanité du Christ ? N'étant pas en mesure de sonder les cœurs, nous ne le saurons peut-être jamais. Il convient donc, pour l'heure, de s'en tenir au constat d'un aveuglement pacifiste qu'elle partagea avec beaucoup, puis qu'elle racheta par son engagement exemplaire dans la Résistance après l'invasion de la Tchécoslovaquie par les armées nazies.

Mais une autre difficulté reste en suspens : entre 1930 et 1936, la philosophe se consacre notamment à la question d'Orient et aux nationalismes arabes, prenant d'une part le parti du dirigeant nationaliste algérien Messali Hadj²⁶, s'opposant d'autre part à la création d'un État « juif » en Palestine. Il est certes parfaitement honorable d'épouser la cause du nationalisme arabe dans les années Trente, que ce soit en Algérie ou en Palestine. Mais s'opposer farouchement d'une part « à la création d'un État juif en Palestine », d'autre part « à l'entrée en guerre contre Adolf Hitler », cela tend à produire une sorte de goulot d'étranglement. Et arguer, en outre, qu'un État « juif » en Palestine va « donner le jour à une nation qui, dans cinquante ans, pourra devenir une menace pour le Proche-Orient et pour le monde », c'est réitérer au sujet des sionistes l'argument que les nazis avançaient au sujet des Juifs. Pourtant, aux yeux du journaliste du *Monde diplomatique*, l'argument de Weil s'avérerait être, rétrospectivement, d'une singulière pertinence. C'est du moins ce que laisse entendre son commentaire, ou plus exactement son absence de commentaire puisqu'il enchaîne aussitôt : « À la suite du déclenchement de la guerre civile entre fascistes et républicains en Espagne, en juillet 1936, elle part, seule, pour Barcelone. » D'un engagement à l'autre, la ligne de Weil est progressiste, généreuse, héroïque. Rien à redire, donc, à la for-

26. Voir notamment le livre que Benjamin Stora lui a consacré, *Messali Hadj. 1898-1974*, Fayard, coll. « Pluriel », 2012.

mulation de son antisionisme : créer un État « juif » en Palestine serait « donner le jour à une nation qui, dans cinquante ans, pourra devenir une menace pour le Proche-Orient et *pour le monde* ». Un « engagement absolu », doublé d'une lucidité prophétique ? De Weil à De Gaulle, on s'accorde semble-t-il en France sur ce point : Israël est, sinon un « petit pays de merde », du moins un épineux problème pour les nations.

*

L'antijudaïsme d'inspiration notamment chrétienne procéderait donc en France de l'idéologie collaboratrice comme de l'idéologie résistante, du colonialisme comme de l'anticolonialisme, et finalement des maîtres « blancs » comme des esclaves « indigènes » ; si ce n'est que la saillie judéophobe est non pas tantôt réactionnaire, tantôt progressiste, mais toujours réactionnaire, puisqu'elle égare toujours les esprits. En témoigne le beau livre d'Achille Mbembe, *Politiques de l'inimitié*, qui se conclut sur l'antagonisme entre « l'éthique du passant » et la pulsion xénophobe :

À la limite, n'appartenir à aucun lieu en propre, tel est le « propre de l'homme », puisque ce dernier, un composé d'autres vivants et d'autres espèces, appartient à tous les lieux ensemble. Apprendre à passer constamment d'un lieu à l'autre, tel devrait donc être son projet puisque telle est, de toutes les façons, sa destinée. Mais passer d'un lieu à l'autre, c'est

aussi tisser avec chacun d'eux un double rapport de solidarité et de détachement. Cette expérience de présence et d'écart, de solidarité et de détachement, mais jamais d'indifférence – appelons-la l'éthique du passant²⁷.

Ces lignes du philosophe camerounais m'émeuvent, comme si elles touchaient une fibre secrète. Et peut-être est-ce une fibre hébraïque ? Le mot « hébreu », *ivri*, est en effet construit sur le verbe *laavor*, « passer, traverser²⁸ ». L'hébreu *traverse*, détaché et solidaire, présent et séparé ; il n'appartient à aucun lieu en propre, mais à tous les lieux ensemble. Le nom « hébreu » signalerait de la sorte un *ethos* frère de « l'éthique du passant » ; d'où, peut-être, l'émotion singulière, fraternelle que suscitent en moi ces lignes de Mbembe. Cependant dans le même livre, plus en amont, au sujet cette fois de « l'occupation israélienne des Territoires palestiniens » et de la manière dont, selon Mbembe, elle « sert de laboratoire à nombre de techniques de contrôle, de surveillance et de séparation qui, de nos jours, font l'objet de dissémination ailleurs, sur la planète », je lis :

27. Achille Mbembe, *Politiques de l'inimitié*, La Découverte, 2016, p. 177.

28. Dans un numéro de la revue *L'éclaireur. Pensée juive en mouvement*, je lis, au sujet du nom « hébreu », *ivri*, qu'il signifie « celui qui passe », ou « qui dépasse », et que c'est un « terme à rapprocher étymologiquement de l'hybris grecque et du mot 'hybride' » (*L'éclaireur*, n°5, septembre 2019, « Le retour du golem. Un regard juif sur le transhumanisme et l'intelligence artificielle », p. 8).

De tels dispositifs rappellent, à bien des égards, le modèle honni de l'apartheid, avec ses Bantoustans, vastes réservoirs d'une main d'œuvre bon marché; ses zones blanches; ses multiples juridictions et sa violence brute et atone. La métaphore de l'apartheid ne suffit cependant pas à rendre compte du projet israélien de séparation. D'abord, ce projet s'appuie sur un socle métaphysique et existentiel fort singulier. Les ressources apocalyptiques et catastrophistes qui le sous-tendent sont de loin plus complexes et plus enracinées dans un temps plus long que toutes celles que rendait possible le calvinisme sud-africain. Ensuite, par son caractère *hi-tech*, les effets du projet israélien sur le corps palestinien sont nettement plus redoutables que les opérations relativement primitives entreprises par le régime d'apartheid en Afrique du Sud entre 1948 et le début des années 1980.²⁹

L'occupation israélienne des Territoires palestiniens, à en croire Mbembe, donnerait à voir un régime d'apartheid plus redoutable encore que celui qui prévalut en Afrique du Sud, d'une part parce qu'elle « s'appuie sur un socle métaphysique et existentiel fort singulier », d'autre part parce qu'elle recourt à des moyens de haute technologie. Qualifions son analyse d'heideggérienne, puisqu'elle est fondée sur un double postulat: celui d'une négativité intrinsèque au judaïsme d'une part; celui du primat de la technique d'autre part (soit l'idée que la différence technologique touche à la nature du phénomène politique). Je laisserai

29. Achille Mbembe, *Politiques de l'inimitié*, cit., p. 64.

de côté ici la question de la technique, de même que celle du bien-fondé de la comparaison avec le régime d'apartheid en Afrique du Sud, m'étant exprimé ailleurs sur ces sujets³⁰, et m'en tiendrai à la question du « socle métaphysique et existentiel » du « projet israélien de séparation », lequel « socle », selon Mbembe, abriterait des « ressources apocalyptiques et catastrophistes » autrement « plus complexes et plus enracinées » que celles apparues dans le cas du « calvinisme sud-africain ». Le « socle » dont il est question ici, c'est le judaïsme. Mbembe ne le nomme pas comme tel, mais il y fait allusion plus loin en des termes peu équivoques :

Irrépressibles, le désir d'ennemi, le désir d'apartheid et le fantasme d'extermination constituent la ligne de feu, bref, l'épreuve décisive du début de ce siècle. Vecteurs par excellence du décervelage contemporain, ils contraignent, partout, les régimes démocratiques à puer de la bouche et, le délire hargneux, à vivre des vies d'ivrognes. Structures psychiques diffuses en même temps que forces génériques et passionnelles, ils marquent de leur empreinte la tonalité affective et dominante de notre temps et aiguïsent nombre de luttes et mobilisations contemporaines. Ces luttes et mobilisations se nourrissent d'une vision menaçante et anxiogène du monde qui accorde la primauté aux logiques du soupçon, à tout ce qui est secret et à tout ce qui relève du complot et de l'oc-

30. Voir notamment *Qu'appelle-t-on penser Auschwitz?* (Lignes, 2009) et *Les pingouins de l'universel. Antijudaïsme, antisémitisme, antisionisme* (Lignes, 2017).

culte. Poussés jusqu'à leurs conséquences ultimes, elles débouchent presque inexorablement sur l'envie de détruire – le sang répandu, le sang fait loi, dans une continuité expresse avec la *lex talionis* (la loi du talion) de l'Ancien Testament³¹.

C'est donc écrit en toutes lettres : « le désir d'apartheid et le fantasme d'extermination », dont le premier terme au moins a été rapporté plus haut au « projet israélien », s'inscrivent « dans une continuité expresse avec la *lex talionis* (la loi du talion) de l'Ancien Testament ». À s'en tenir à l'histoire des idées, l'observation est pourtant hasardeuse, puisque la loi du talion est consignée dès le Code de Hammourabi apparu un millénaire avant « l'Ancien Testament », et qu'à ce sujet la singularité juive est d'allier un versant oral – ou talmudique – au versant écrit de la Bible. (Et à la lumière de ce versant oral, talmudique, la perte d'un œil n'est pas compensée par un œil mais par la *valeur* d'un œil³²). La Bible des Juifs, ou « Ancien Testament », n'a donc rien à voir avec les « politiques de l'inimitié » décrites par Mbembe. Et quant au « projet israélien de séparation », qu'on le date de 2004, de 1967 ou de 1948, voire de 1917, il ne suffit pas encore, loin de là, à contrebalancer les réalités impériales millénaires, chrétiennes, musulmanes et autres, qui de tout temps engendrèrent « nombre de techniques de contrôle, de surveillance et de séparation », depuis les royaumes égyptiens et assyriens des trois premiers millénaires avant J.-C.

31. Achille Mbembe, *Politiques de l'inimitié*, cit., p. 69.

32. Traité *Baba Kama* (chap. VIII).

jusqu'aux empires coloniaux et néocoloniaux des grandes puissances occidentales, en passant par l'esclavagisme arabo-musulman³³. Autrement dit, de cette longue histoire des « politiques de l'inimitié », l'État israélien n'est qu'un sous-produit récent, circonscrit et très particulier ; ce n'en est pas la matrice, historique ou métaphysique, à moins de suivre Heidegger sur ce point :

Même l'idée d'une entente avec l'Angleterre, au sens d'un partage entre impérialismes « légitimes », ne touche pas à l'essence du processus historique que maintenant porte à sa fin l'Angleterre, au sein de l'américanisme et du bolchevisme, c'est-à-dire de la juiverie mondiale. La question du rôle de la juiverie mondiale n'est pas raciale, c'est la question métaphysique portant sur la facture du type d'humanité qui, de façon absolument déliée de toute attache, peut assumer comme « tâche », au niveau de l'histoire mondiale, le déracinement de tout étant hors de l'être³⁴.

33. « La traite négrière n'a pas été une invention diabolique de l'Europe. C'est l'Islam qui, en contact très tôt avec l'Afrique Noire par les pays entre Niger et Darfour et par ses places marchandes de l'Afrique orientale, a le premier pratiqué en grand la traite négrière, d'ailleurs pour les raisons mêmes qui y amèneront plus tard l'Europe elle-même : le manque d'hommes, pour des tâches multiples et trop lourdes, vu les moyens du bord. Mais le commerce des hommes a été un fait général et de toutes les humanités primitives » (Fernand Braudel, *Grammaire des civilisations*, Belin, 1963, rééd. Flammarion, 1993, p. 201-202).

34. Cité par Peter Trawny dans *Heidegger et l'antisémitisme. Sur les « Cahiers noirs »*, Seuil, 2014, p. 53.

Heidegger, pas plus que Mbembe, ne pose une question « raciale », mais bien « métaphysique ». Et leur question à tous deux convoque principalement Israël, parce que c'est le nom propre, historiquement, du « socle métaphysique et existentiel » dont il s'agit de s'affranchir. Heidegger l'appelle « la juiverie mondiale », langue d'une époque ; Mbembe parle une autre langue, d'une autre époque : le « projet israélien de séparation ». Mais ce projet moderne, il le rattache donc à une lointaine antiquité : « le sang fait loi, dans une continuité expresse avec la *lex talionis* (la loi du talion) de l'Ancien Testament ». Porté par un esprit de synthèse quasi germanique, Mbembe tente l'impossible, alliant l'antique passion du Christ à la moderne « question de la technique » : « par son caractère *hi-tech*, les effets du projet israélien sur le corps palestinien sont nettement plus redoutables que les opérations relativement primitives entreprises par le régime d'apartheid en Afrique du Sud entre 1948 et le début des années 1980 ». Le régime d'apartheid en Afrique du Sud n'était pas innocent, mais à le comparer avec « les effets du projet israélien sur le corps palestinien », il le deviendrait presque. Concluons qu'entre une « éthique du passant » et un antijudaïsme gros comme un chameau s'efforçant de pénétrer le chas d'une aiguille, Achille Mbembe devra trancher. Car la contradiction est patente.

Après avoir très longtemps constitué un peuple singulier, fragmenté, déraciné, les Juifs, une fois devenus Israéliens, formeraient-ils une nation comme les autres ? Apparemment pas, du moins à s'en tenir aux argumentations antisionistes qui croient pouvoir singulariser l'État d'Israël en l'érigeant en paradigme du mal (« désir d'apartheid » et « fantasme d'extermination »). Pour d'autres, en revanche, c'est le cas, et le problème : les Juifs devenus Israéliens, ayant formé une nation, disposant d'une langue, d'un territoire et d'un État, où ils font la loi et qu'ils défendent armes à la main, n'ont-ils pas trahi la vocation juive ? C'est la question que posait Chris Marker dès 1960 dans un film tourné en Israël, *Description d'un combat*, dont résonnent encore, plus que jamais, les mots clairs :

Nation élue, nation errante, nation martyre, nation ressuscitée, Israël a connu le combat sous toutes ses formes. Il en découvre aujourd'hui une nouvelle – le combat qu'un jeune État plein de forces doit mener contre lui-même pour rester fidèle dans la victoire, à ce qui fut sa gloire dans l'oppression. Sous les images de la vie quotidienne en Israël se livre à chaque instant ce combat intérieur, moins apparent que celui des armes, et peut-être seul décisif³⁵.

La *nationalisation* du nom juif et son corollaire historique, la dépossession des Palestiniens, sanc-

35. Cité dans *Les Intellectuels français et Israël*, collectif sous la direction de Denis Charbit, L'éclat, 2009, p.180.

tionneraient potentiellement la défaite d'Israël, non dans le combat extérieur (contre un « ennemi » arabo-musulman, antisioniste ou palestinien), mais dans le « combat intérieur », celui du nom « juif » avec sa vocation métaphysique et existentielle, « peut-être seul décisif ». C'est un même « combat intérieur » que livra Avraham Burg, ancien président de la Knesset israélienne, lorsqu'il en appela au retrait des territoires occupés depuis 1967 ainsi qu'à une nouvelle « révolution sioniste » :

Les forces du Bien perdent l'espoir, font leurs valises et nous abandonnent ici, avec le sionisme tel qu'en lui-même : un État chauvin et cruel où sévit la discrimination, un État dont les nantis sont à l'étranger et où les pauvres déambulent dans les rues, un État où le pouvoir est corrompu et la politique est corruptrice, un État de pauvres et de généraux, un État de spoliateurs et de colons. Tel est en résumé le sionisme dans sa phase la plus critique de son histoire. L'alternative, c'est une prise de position radicale : le blanc ou le noir – s'y dérober serait consentir à l'abject. Voici les composantes de l'option sioniste authentique : une frontière incontestée au centimètre près, un plan social global pour guérir la société israélienne de son insensibilité et de son absence de solidarité – la mise au ban du personnel politique corrompu aujourd'hui au pouvoir³⁶.

36. Traduit de l'hébreu par Lucien Lazare. L'article original est paru en septembre 2003 dans *Yediot Aharonot*, et en français dans le journal *Le Monde* sous le titre « La révolution sioniste est morte ».

Le combat de Burg est-il celui décrit par Marker? Oui, parce qu'il est « intérieur »; non, parce que Burg dénonce principalement l'occupation des territoires depuis 1967, tandis que Marker décrit un combat se livrant quotidiennement dès 1960, c'est-à-dire dès la création de l'État d'Israël en 1948, au sortir de la première guerre israélo-arabe. Le point commun reste toutefois le regard porté sur l'étatisation du nom « juif », avec le risque de voir advenir « un État chauvin et cruel où sévit la discrimination ». Mais une fois posée l'existence empirique de cet « État chauvin », faut-il y voir une singularité régionale, sinon mondiale? C'est sur ce point que Burg et Marker se démarquent pareillement de la rhétorique anti-impérialiste au sujet d'Israël, celle de Weil ou de De Gaulle comme celle issue du monde arabo-musulman.

Car l'État d'Israël, grand comme un département français et dénué de matières premières, est entouré de régimes dont l'hostilité est déclarée ou larvée et au sein desquels les préjugés antisémites, souvent configurés en Occident, trouvent un terrain fertile. Dans une lettre à De Gaulle datée du 6 décembre 1967, Ben Gourion observait: « La superficie de la Palestine ne dépasse pas 0,50 % de celle des pays arabes. La population arabe en Palestine (sur les deux rives du Jourdain) forme 1,5 % de la totalité des Arabes en Asie orientale et en Afrique du Nord ». Mais le sort de cette infime superficie, ainsi que celui de ses habitants, « 1,5⁰% de la totalité des Arabes », focalise l'attention à la

manière d'une catharsis : le spectacle de Palestiniens opprimés par des Juifs permet aux frustrations des masses arabo-musulmanes de trouver un exutoire et nourrit les fantasmes antisémites. Pierre Lellouche, dans un livre intitulé *Les illusions gauloises*, en donne un aperçu croustillant :

Le *Protocole des Sages de Sion*, la bible de nombre d'islamistes, est devenu incontournable dans la vie culturelle des masses arabo-musulmanes. Non seulement disponible en librairie, il a servi de scénario à plusieurs séries télévisées. Il a d'abord été adapté en Égypte en 2002 pour le feuilleton « Cavalier sans monture » qui, diffusé à une heure de grande écoute pendant la période du Ramadan, a remporté un franc succès. Normal. Cette production télévisuelle joue à plein des « causalités diaboliques ». L'intrigue de « Cavalier sans monture » décrit la création de l'État d'Israël comme le prologue... à la conquête du monde par les juifs. Lors de sa diffusion, près de 200 artistes et intellectuels égyptiens s'étaient mobilisés pour défendre le feuilleton dont les États-Unis – où étaient les Européens ? – avaient demandé la déprogrammation. L'année suivante, « Diaspora », une saga diffusée par Al Manar, la chaîne du Hezbollah, montre un Rothschild expliquant sur son lit de mort que Dieu a commandé aux juifs « de diriger le monde par l'argent, la connaissance, la politique, le meurtre, le sexe et tout autre moyen ». « Diaspora » reprend les légendes antisémites les plus nauséabondes du Moyen Âge européen : elle met notamment en scène le meurtre rituel d'un enfant chrétien par des religieux juifs qui recueillent son sang pour fabriquer du pain azyme et celui, tout aussi horrible,

d'un homme qui a eu tort de ne pas respecter le shabbat. Après moult allers et retour entre le CSA, le Conseil d'État et le gouvernement (auxquels j'ai activement participé!), la France a finalement interdit la diffusion d'Al Manar en France... non sans lui avoir un temps concédé son agrément! Une chaîne d'État iranienne a pour sa part diffusé un documentaire affirmant que les juifs, bien que dénués de toute créativité artistique, ont pris le contrôle du cinéma mondial pour y développer leurs thèses et corrompre les esprits. Et une télévision d'Abou Dhabi, la capitale des Émirats Arabes Unis, a mis en scène en novembre 2000 un Ariel Sharon rapace et sanguinaire, inventeur d'une boisson nouvelle à succès, le « Dracula », fabriqué avec du sang arabe récolté grâce aux tueries de l'armée israélienne. (...) La haine primaire du juif est un créneau porteur que les despotes encouragent : elle détourne l'attention des populations et canalise leur énergie. Les journaux, sous contrôle des gouvernements, donnent aussi libre cours à leur imagination sordide. Dans les colonnes du journal saoudien Al-Ryad on pouvait lire en 2002 que les « juifs utilisaient du sang humain pour leurs pâtisseries de la fête de Pourim (Mardi gras) et que pour la Pâque, il leur fallait du sang d'enfants chrétiens et musulmans de moins de 10 ans ³⁷ ».

Ajoutons qu'au Moyen-Orient, apparemment, les régimes se succèdent, pas les divertissements : la nouvelle chaîne de télévision égyptienne, *Al-Tahrir*, créée à la suite du renversement du dictateur Moubarak en 2011 et baptisée du nom de la célèbre

37. *Les Illusions gauloises*, Grasset et Fasquelle, 2006.

place qui concentra l'opposition à l'ancien régime, a aussitôt décidé de reprogrammer « Cavalier sans monture » en 2012, suivant l'adage « mieux vaut deux fois qu'une³⁸ ». La recrudescence des préjugés antisémites dans le monde arabo-musulman, notamment depuis l'Intifada Al-Aqsa (2000), en vint à indigner les esprits les mieux disposés. En mai 2004, Dominique Vidal dénonçait dans les colonnes du *Monde diplomatique* « une régression dans le monde arabe » :

On avait beaucoup parlé, en 2002, du feuilleton égyptien *Cavalier sans monture*, ce chevalier virtuel qui, pourfendant le dragon sioniste, dénonçait le « *complot juif contre la Palestine* » au nom des *Protocoles des sages de Sion*. Ce faux tsariste a décidément la vie dure. À la fin 2003, le journaliste Robert Fisk, dont on sait les engagements, s'indignait, dans *The Independent*, d'en avoir trouvé une nouvelle édition dans un kiosque de Beyrouth. « *Je suis toujours prudent, écrivait-il, avant d'accuser les Arabes d'antisémitisme. Ils sont eux-mêmes sémites. Mais comment ce petit tract vicieux peut-il réapparaître dans un pays aussi sophistiqué que le Liban?* » Et Fisk de mettre en cause la décision de la télévision du Hezbollah, Al-Manar, de « *diffuser pendant le mois sacré de ramadan*

38. Voir le site Memri.fr, L'observatoire du Proche-Orient : <http://memri.fr/2012/04/16/cavalier-sans-monture-feuilleton-antisemite-vieux-de-dix-ans-ressuscite-par-la-television-egyptienne-post-revolutionnaire/>. Voir également, sur le même site, quelques exemples de caricatures antisémites glanées dans la presse égyptienne : <http://www2.memri.org/bin/articles.cgi?Page=archives&Area=ia&ID=IA36807>.

une série appelée Al-Shatat (*Diaspora*), qui prétend être une histoire du sionisme de 1812 à 1948 et fait référence à un «complot juif» pour s'emparer du monde». On y montrait même un pseudo-meurtre rituel! Al-Manar, il est vrai, a reconnu qu'il n'aurait jamais dû diffuser un tel feuilleton. Toujours les *Protocoles*, mais cette fois à Tunis, où l'hebdomadaire *Tunis Hebdo* prétendait voir dans le récent Congrès sioniste mondial la preuve qu'ils «conservent leur "fraîcheur" et leur actualité intactes. Aucune ride. Aucune corrosion. Aucune trace d'oxyde». Quatre mois plus tôt, le saoudien *Al-Watan* tombait dans le ridicule en assurant : «*Les rabbins juifs ont dernièrement émis une fatwa qui établit que "l'Irak fait partie du Grand Israël".*» Au Maroc, l'incitation à la haine antisémite, d'ailleurs dénoncée par nos confrères du *Journal*, s'est accompagnée d'agressions, dont certaines ont entraîné mort d'homme. Neuf personnes ont du reste été condamnées, fin 2003, à de lourdes peines de prison pour le meurtre d'Albert Rebibo, un juif de Casablanca.

Certes, Vidal rappelle également les mesures prises par des autorités arabo-musulmanes pour enrayer cette « régression ». Mais l'ouvrage d'Antoine Vitkine, *Mein Kampf, histoire d'un livre*, permet de prendre la mesure du phénomène :

Aujourd'hui, même si les *Protocoles des sages de Sion* font sans conteste figure de best-seller, bien loin devant le livre du Führer, *Mein Kampf* s'écoule toujours dans l'ensemble du monde arabe et du monde musulman, d'Alger au Caire, de Tunis à Téhéran, de Tripoli à Damas, de Beyrouth à Islamabad, de Bagdad à Djakarta. Il suffit d'avoir parcouru les rues de

ces villes pour constater que l'ouvrage n'est pas relégué dans les arrière-boutiques, mais le plus souvent exposé en bonne place sur les présentoirs ou sur les stands de marchands ambulants. [...] Dans un article du 16 novembre 1999, le journal anglais *The Guardian* relate que *Mein Kampf* représente la sixième meilleure vente dans les librairies de Ramallah, en Cisjordanie. Une dépêche AFP, en 2007, décrit qu'à la Foire au livre au Caire, la plus importante de la région, plusieurs éditions de *Mein Kampf* se trouvent exposées, dont celle de l'éditeur égypto-syrien Dar al-Kitab al-Arabi. « C'est une grande partie de notre succès, en particulier parmi les 18-25 ans » explique Mohamed Abdallah, son directeur, à l'Agence³⁹.

On ne s'étonnera donc pas de l'influence qu'exercent les écrits canoniques de l'antisémitisme européen sur des journalistes du monde arabe. Un numéro de *Tribune juive* datant de février 2016 cite et commente « cinq articles ouvertement antisémites publiés dans le quotidien gouvernemental égyptien *Al-Ahram* pendant cinq semaines consécutives, entre le 5 mai et le 2 juin 2016 », articles dans lesquels « le journaliste Ali Gad a accusé Israël et les juifs de complot secret pour conquérir le monde et tous ses capitaux, conformément aux "instructions du Talmud" ». Et *Tribune juive* de résumer l'intrigue :

Pour ce faire, explique-t-il, les juifs déclenchent des conflits et des guerres dans le monde. Ils ont joué un rôle dans le déclenchement des deux Guerres mon-

39. Flammarion, 2009, rééd. 2013, p. 273-274.

diales, affirme-t-il, et aujourd'hui, ils sont derrière les conflits qui se déroulent en Syrie, en Irak, au Liban et ailleurs. En outre, ils cherchent à dominer l'économie et les richesses mondiales et à détruire les nations en corrompant leurs religions et leurs moralités. Pour appuyer ses propos, Gad fait notamment référence aux *Protocoles des Sages de Sion* et à d'autres textes antisémites.

Aussitôt après, *Tribune juive* donne à lire des extraits des articles en question. Le journaliste Ali Gad y explique en effet que l'origine des conflits qui déchirent aujourd'hui le Moyen-Orient est une cabale juive :

Pourquoi toutes les guerres du monde ont-elles lieu au Moyen-Orient ? Pourquoi nos sociétés consomment-elles plus d'armes que de nourriture ? Pourquoi sommes-nous dans cette situation absurde qui pèse sur nos poitrines, et dans ce chaos [qui domine] nos vies ? Pourquoi les Arabes sont-ils les plus humbles, les plus pauvres, les moins en sécurité et avancés des peuples ? M'efforçant de répondre à quelques-unes de ces questions, j'ai découvert un travail de recherche exposant un plan juif pour dominer le monde. On y apprend que les conflits en Syrie, en Irak et au Liban, ainsi que l'ingérence iranienne et russe, ont divisé la région sur le plan politique, et qu'Israël en profite pour mener à bien un complot [de domination du monde], respectant ainsi les préceptes du Talmud. [Israël] désire placer ce conflit politique sur le plan communautaire, car ainsi, les Arabes eux-mêmes contribueraient à appliquer les plans élaborés pour eux. Tel est le secret derrière la

tentative [israélienne] de déclencher la *fitna* communautaire entre sunnites et chiïtes, afin de miner la force des musulmans⁴⁰.

Au Moyen-Âge, en Europe, on accusait les Juifs d'empoisonner les puits et d'instiller la peste. Comme l'observe Abdelwahab Meddeb dans *La Maladie de l'islam* : « La blessure qu'inflige Israël aux consciences arabes reste exposée à toutes les purulences » ; ce dont il donne lui-même quelques exemples :

En visite à Damas pendant la dernière décade de septembre 2001, j'ai découvert que l'attribution au Mossad de la destruction des tours à Manhattan était véhiculée par la presse officielle de Syrie. La xénophobie anti-occidentale doublée d'antisémitisme a besoin de rumeurs pour être régulièrement entretenue et avivée. Lorsque j'étais à Abû Dhabi en mai 2001, nombre de mes interlocuteurs, de diverses nationalités arabes (Libanais, Syriens, Soudanais, etc.), confirmaient l'avertissement, diffusé par les journaux locaux, au public des pays du Proche-Orient de ne pas se procurer de ceintures très bon marché portant l'étiquette *made in Thailand*, parce qu'il s'agissait en vérité de produits israéliens déguisés, munis de d'une puce propageant un mal incurable : ruse sioniste supplémentaire pour affaiblir des corps arabes, à défaut de les éliminer. Ces interlocuteurs, par ailleurs gens raisonnables et sympathiques, accordaient crédit à une information aussi fantasque⁴¹.

40. Article consultable sur le site de *Tribune juive* : <http://www.tribunejuive.info/antisemitisme/articles-antisemites-dans-le-journal-egyptien-al-ahram>.

41. *La Maladie de l'islam*, Seuil, 2002, p. 133-134.

Qu'on me permette d'ajouter à ce tableau une anecdote personnelle. Un après-midi de l'été 1999, je me trouvais dans un café arabe de la vieille ville de Jérusalem en compagnie d'un Palestinien de Ramallah rencontré quelques heures plus tôt, et au milieu d'une quinzaine d'autres consommateurs, arabes pour la plupart, exception faite d'un ou deux touristes. Un individu entra et salua l'assistance d'un « *Heil Hitler* ». Surpris, je regardai autour de moi et m'aperçus que nul n'y avait prêté attention. Les conversations roulèrent, comme si de rien n'était. Et en effet, de rien n'était. Contrôlés, opprimés, humiliés par des Juifs qui se revendiquent comme tels, certains Palestiniens trouvent dans l'énoncé « *Heil Hitler* » une revanche symbolique et un exécutoire. Mais la plupart, à ce que j'ai pu constater ce jour-là, n'y prêtent guère l'oreille, du moins pas davantage que si l'individu en question avait déclaré haut et fort à l'assistance : « Pardonnez-moi un instant, je passe aux toilettes ». La chose prend toutefois une autre dimension lorsqu'on voit apparaître ce type de catharsis dans des pays où l'on n'a guère croisé le moindre soldat israélien. Et il n'est pas nécessaire, à ce sujet, d'aller chercher des exemples bien loin. Lors d'une conférence de l'IREMO consacrée aux gauches arabes, animée par Dominique Vidal et Nicolas Pot-Douillard, une intervenante prend la parole au sujet de « l'identité arabe ». Elle explique :

Là où il y a une différence entre les Français et les Tunisiens quand on soutient la cause palestinienne,

c'est que pour les Tunisiens, quand ils soutiennent la cause palestinienne, c'est une question arabe, [car l'État d'] Israël ne menace pas uniquement l'existence du peuple palestinien, il menace aussi la souveraineté des Tunisiens et leur projet démocratique, et là c'est complètement différent du soutien que pourraient apporter des Français à la cause palestinienne⁴².

Ni Vidal, ni Pot-Douillard n'ont jugé bon d'interroger le sens de cette affirmation : « Israël ne menace pas uniquement l'existence du peuple palestinien, il menace aussi la souveraineté des Tunisiens ». Pot-Douillard est revenu sur « l'identité arabe » et a expliqué qu'en effet, dans les assemblées politiques de Tunis, on avait beaucoup discuté de la décision de la Ligue Arabe de qualifier le Hezbollah de groupe « terroriste⁴³ » ; cela témoignait, fit-il remarquer, d'une « identité arabe » autrement plus affirmée, sensible, prépondérante que l'identité européenne. Voit-on des élus français, demanda-t-il, se disputer au sujet d'une

42. La vidéo de la conférence est accessible sur Youtube : « Y a-t-il encore une gauche arabe ? » (IREMO). <https://www.youtube.com/watch?v=RJhe26kVhE&t=4381s>

43. « Les ministres des affaires étrangères de la Ligue arabe ont décidé, vendredi 11 mars au Caire, de classer le mouvement libanais chiite Hezbollah comme groupe « terroriste ». [...] Les tensions sont vives entre l'Arabie saoudite, puissance sunnite, et le Hezbollah, accusé de servir, au Liban et en Syrie, les intérêts de l'Iran, puissance régionale chiite engagée dans une lutte d'influence avec Ryad » (*Le Monde*, 13-14 mars 2016).

décision européenne qui concernerait principalement la vie politique de la Pologne, comme le Hezbollah concerne principalement la vie politique libanaise ? Vidal ne releva pas davantage l'étrange affirmation de l'intervenante⁴⁴. La chose est donc passée comme une lettre à la poste : « Israël ne

44. Avait-elle à l'esprit une réflexion de Jean Genet ? Sans doute pas. Dans un texte intitulé « Les Palestiniens », le romancier écrivait en 1972 : « On me dit que le révolutionnaire tunisien est plus sensibilisé à la révolution palestinienne qu'à la révolution vietnamienne. C'est certainement vrai. Ainsi, cette culture commune que représente l'arabité peut être positive si elle encourage la solidarité révolutionnaire, mais dangereuse si elle fait appel à la sentimentalité, qui n'a rien à voir avec les exigences de la révolution. Par ailleurs, ce n'est pas en tant que culture commune que l'arabité est le plus contestable ; c'est plutôt parce que de nombreux Arabes la présentent comme une essence qui serait le fondement de « l'être arabe », à l'exclusion de tout autre. La culture opère une différence, mais qui n'est pas radicale. Cependant, qu'elle soit vécue en tant que culture commune, ancienne et moderne, ou présentée comme une essence (« arabe en soi »), l'arabité risque sans aucun doute d'empêcher le mouvement palestinien de se développer comme culture spécifiquement palestinienne. Il faudrait peut-être ajouter que si les Tunisiens sont davantage sensibles à la révolution palestinienne qu'à celles de l'Irlande du Nord ou du Vietnam, un Palestinien (du moins, un feddai), d'après ce que j'ai observé en Jordanie, éprouvera une égale sympathie et une plus grande curiosité à l'égard des révolutions qui se déroulent en dehors de l'orbite du monde arabe. Ceci indique peut-être que la culture arabe est moins puissante qu'on ne le dit, et que le feddai est déjà en train de lui échapper » (*Genet à Chatila*, Babel, 1992, p. 105-106).

menace pas uniquement l'existence du peuple palestinien, il menace aussi la souveraineté des Tunisiens. » Telle est l'expression commune du ressentiment : Israël est une « épine plantée au cœur du monde arabe », corps organique, corps vivant. Il est vrai que c'est beaucoup plus mesuré que le jugement de Weil, qui considérait qu'un État juif ne menacerait pas seulement la souveraineté du monde arabe mais la souveraineté des hommes sur la Terre.

Je reviens à mon café arabe de la vieille ville de Jérusalem. La conversation roula entre mon ami palestinien, un peu alcoolisé, et d'autres Palestiniens assis à une table voisine. Puis commença un singulier dialogue, sorte de combat de phrases poétiques, chacun improvisant à partir de motifs traditionnels et suivant une prosodie sans doute réglée. Le sens et les finesses m'échappaient, n'étant pas arabophone, mais je ressentais la poésie du rythme – son anthropologie dirait Meschonnic – et l'enthousiasme que suscitaient dans l'assemblée les improvisations poétiques de mon nouvel ami. Ainsi, ce jour-là, autant j'ai détesté entendre ce Palestinien parler l'allemand des nazis, autant j'ai aimé entendre cet autre parler l'arabe des poètes. Et je n'étais pas le seul à préférer le poème arabe au salut nazi, je le sentais bien. Tous, dans ce café, pensaient comme moi qu'il n'y avait rien de comparable entre l'envie pressante de ce consommateur et l'inspiration poétique de cet autre. Resterait donc à leur faire entendre le poème hébreu, à la

manière du film de Chris Marker. Ici et maintenant, cependant, c'est un tout autre chant qui nous requiert, celui de l'antijudaïsme français, de l'extrême gauche à l'extrême droite en passant par l'extrême centre.

*

Dans un long éditorial du journal *Le Monde* daté du 16 mars 2004, paru au lendemain de l'attribution des attentats de Madrid aux terroristes d'Al Qaïda, éditorial titré « La Haine de la démocratie », Jean-Marie Colombani évoque « l'ère sinistre du terrorisme de masse » qui « s'en prend aux sociétés démocratiques, attaquées pour ce qu'elles sont : ouvertes, fluides, respectueuses de l'État de droit ». L'éditorialiste en tire une leçon au sujet de l'idéologie islamiste : « La démocratie, ici comme en terre d'Islam, voilà l'ennemi ! ». Or, poursuit-il, « nos sociétés sont des objectifs faciles », « frappées au nom d'une bataille "contre les croisés et les juifs", en arguant d'une prétendue oppression dont seraient victimes les pays de la communauté musulmane ». On peut supposer, à ce stade de la lecture, que l'animosité djihadiste envers « les croisés et les juifs » est l'expression prise par « la Haine de la démocratie ». Cependant n'allons pas trop vite, d'autant que deux énonciateurs doivent être ici distingués : d'un côté le djihadiste se dressant « contre les croisés et les juifs », de l'autre l'éditorialiste se dressant contre « la Haine de la démocratie ». Et

rien ne dit qu'aux yeux du second la « Haine de la démocratie » concerne pareillement les « croisés et les juifs ». C'est en conclusion de l'éditorial que cela est dit :

En contrecoup des attentats, l'Europe voudra-t-elle redéfinir sa conception des libertés ? On a bien vu poindre aux États-Unis même une tentation d'isolement, la montée de courants xénophobes et l'obsession de la sécurité. Dans le monde d'aujourd'hui, il est un État qui préfigure un avenir possible : Israël. Israël est un État démocratique. Mais pour se défendre, il se ferme et s'enferme, au point de construire un « mur ». Cette solution aura vraisemblablement, dans nos pays, de plus en plus de partisans. Heureusement, le roi d'Espagne y a répondu par avance et pour le compte commun des pays européens : « *nous devons lutter, a-t-il dit, avec les moyens de l'État de droit* ». Notre confrère Juan Luis Cebrian, fondateur du quotidien *El País*, a lui aussi affirmé que « *contre les ennemis de la démocratie, la seule réponse est plus de démocratie* ». Dans ces moments si difficiles, révélateurs de la période dans laquelle nous sommes entrés le 11 septembre 2001, l'un et l'autre ont su incarner notre identité commune. Il nous faudra la préserver.

La réponse aux attentats de Madrid qui doit orienter, guider les démocraties occidentales, autrement dit la bonne réponse à « la Haine de la démocratie », ce serait donc celles qu'ont données le « roi d'Espagne » puis le « fondateur du quotidien *El País* ». Le premier en a appelé à « l'État de droit », le second à « plus de démocratie ». Et l'exemple à ne surtout pas suivre, a d'abord prévenu Colombani,

c'est « un État qui préfigure un avenir possible : Israël ». Car si « Israël est un État démocratique », ce n'est toutefois pas un État comme les autres, c'est-à-dire pas comme les États démocratiques *occidentaux*. À suivre l'éditorialiste, il y aurait donc d'un côté la démocratie selon « Israël », de l'autre la démocratie selon le « roi d'Espagne ». Ce seraient deux conceptions de la démocratie non seulement distinctes, mais antagoniques : Israël construit un « mur », le roi d'Espagne un « État de droit ».

La construction d'un mur ayant fonction de séparation, d'enfermement, de contrôle, n'est pourtant pas le propre de la démocratie israélienne. Un article du *Monde* en février 2018 observait que le phénomène « concerne entre 6 % et 18 % des 250 000 kilomètres de frontières terrestres dans le monde », et il citait Elisabeth Vallet, une politologue canadienne de l'université du Québec à Montréal (UQAM) : « On compte aujourd'hui soixante-dix à soixante-quinze murs construits ou annoncés dans le monde, les murs existants s'étalant sur environ 40 000 kilomètres ». Et le journaliste du *Monde* d'observer : « autant que la circonférence de la Terre⁴⁵ ». Quant au *Courrier international*, il consacrait en novembre 2014 un numéro spécial aux « murs à abattre », expliquant : « On comptait une dizaine de murs frontaliers durant la guerre froide.

45. Article consultable sur le site du Monde : http://www.lemonde.fr/international/article/2018/02/02/les-murs-dans-le-monde-en-reponse-aux-nouvelles-peurs_5250846_3210.html.

Il en existerait aujourd'hui plus d'une cinquantaine. Autant de cicatrices qui attestent des blessures du monde. Et de ses divisions⁴⁶ ». Les murs abondent, en effet, qu'ils s'érigent sur le tracé d'une frontière entre deux nations, ethnies ou religions, ou entre deux classes sociales; car il est aussi bon nombre de murs intra-nationaux, ceux dont s'entourent les quartiers riches pour se prémunir de la visite des pauvres. Et le tracé de ses frontières intra-nationales remonte parfois très loin dans le temps. Ainsi en vait-il au Pérou, par exemple. Opposant l'intelligence politique de Cortès, conquérant le Mexique, à la brutale maladresse de Pizarro, conquérant le Pérou, Thomas Gomez explique :

Sur le plan politique, [Pizarro] se montra moins adroit que [Cortès]. Au lieu d'établir le centre de son pouvoir sur les ruines de l'ancienne capitale comme l'avait fait son homologue, il s'en fut créer une ville toute neuve en 1535 sur la côte du Pacifique : la Ciudad de los Reyes (la Ville des Rois) devenue plus tard Lima. Ce faisant, il mettait en place la structure dichotomique qui caractérise encore aujourd'hui le Pérou, tant sur le plan économique que politique et bien plus encore sur le plan social et culturel : la *costa*, région côtière blanche, espagnole et relativement riche, et la *sierra*, le Pérou intérieur, montagnard, indien et pauvre⁴⁷.

46. Pour une étude de fond, voir A. Novosseloff et F. Neisse, *Des murs entre les hommes*, Broché, 2015.

47. *L'invention de l'Amérique. Mythes et réalités de la Conquête*, Aubier, 1992, Flammarion, 2014, p. 305.

Le mur dressé au cœur de la ville de Lima sépare aujourd'hui ces deux populations, celle de la région côtière, d'origine européenne et riche, et celle venue des terres, d'origine indienne et pauvre. La prolifération des murs, mentaux ou physiques, ethniques ou sociaux, n'est donc pas apparue soudainement entre 2004 et 2014 suivant l'exemple d'Israël. Dans un livre paru en 2000, *Histoire politique du barbelé. La prairie, la tranchée, le camp*, Olivier Razac évoque certes le cas israélien, mais également d'autres cas, notamment celui du Maroc et de Chypre :

Nombreuses sont les frontières marquées par des barbelés. Au Sahara occidental, le Maroc en guerre contre les Sahraouis du Front Polisario, a construit, de 1980 à 1987, un mur de 2 400 kilomètres avec « cent soixante mille soldats et officiers marocains, retranchés derrière leurs radars, leurs moyens de surveillance électronique, leurs champs de mines et leurs barbelés. » À Chypre, le nord occupé par l'armée turque depuis 1974 et le sud à majorité grecque sont séparés par le « dernier mur en Europe », 180 kilomètres de barbelés appelés ligne « Attila » par les Turcs⁴⁸.

Et concernant cette fois les murs à vocation sociale plutôt que nationale, on lit dans *Empire*, le livre de Negri et Hardt paru en 2000 :

Les tendances de l'architecture urbaine, dans les mégapoles mondiales, montrent un de ces aspects de ces nouvelles segmentations. Là où les extrêmes de la richesse et de la pauvreté ont augmenté alors que la distance matérielle entre riches et pauvres a dimi-

48. La Fabrique, 2000, p. 89-90.

nué, dans des villes « mondiales » telles que Los Angeles, São Paulo et Singapour, il a fallu prendre des mesures très élaborées pour maintenir leur séparation. Los Angeles est peut-être à la pointe de cette tendance vers ce que Mike Davis appelle « l'architecture de forteresse » dans laquelle non seulement les demeures privées, mais aussi les centres commerciaux et les édifices gouvernementaux créent des environnements ouverts et libres intérieurement, mais avec un extérieur fermé et impénétrable. Cette tendance dans la planification et dans l'architecture urbaines détermine – en termes matériels et concrets – ce que nous avons appelé plus haut la fin de l'extérieur, ou plutôt le déclin de l'espace public qui avait permis une interaction sociale ouverte et non programmée d'avance⁴⁹.

Il n'empêche que c'est donc Israël plutôt que le Maroc, la Turquie, São Paulo, Singapour, Lima ou Los Angeles qui, à suivre Mbembe, « sert de laboratoire à nombre de techniques de contrôle, de surveillance et de séparation qui, de nos jours, font l'objet de dissémination ailleurs, sur la planète » ; de même que c'est Israël qui, à suivre Colombani, distille une conception délétère, emmurée de la démocratie : « Dans le monde d'aujourd'hui, il est un État qui préfigure un avenir possible : Israël ». L'autre avenir possible, authentiquement démocratique, serait en revanche incarné par le « roi d'Espagne ». Est-ce une analyse dépassionnée qui détermine la plume de l'éditorialiste ? On peut penser que c'est davantage l'antique argument de

49. A. Negri et M. Hardt, *Empire*, trad. Denis-Armand Canal, *Exils*, 2000, rééd.10/18, p. 408-409.

Paul *via* un « roi d'Espagne » qui aura su « incarner notre identité commune » :

Car c'est lui qui est notre paix, lui qui des deux peuples n'en a fait qu'un, détruisant la barrière qui les séparait, supprimant en sa chair la haine, cette Loi des préceptes et des ordonnances, pour créer en sa personne les deux en un seul Homme Nouveau, faire la paix, et les réconcilier avec Dieu, tous deux en un seul Corps, par la Croix : en sa personne il a tué la Haine. (Épître aux Éphésiens, 2, 11-16⁵⁰)

Il y a cependant aussi, aux côtés du « roi d'Espagne », le « fondateur du quotidien *El Pais* » qui, lui, en a appelé à « plus de démocratie ». Colombani ne pouvait-il pas faire l'économie du « roi d'Espagne » et s'en tenir aux propos de son confrère d'*El Pais* : « la seule réponse est plus de démocratie » ? C'est que l'éditorialiste français tenait fort, apparemment, à citer le « roi d'Espagne » qui en avait appelé à « l'État de droit ». Était-ce une prise de position prémonitoire du « roi d'Espagne » au sujet de la Catalogne ? C'est en effet l'argument de « l'État de droit » que le nouveau roi d'Espagne (Felipe, fils de Juan Carlos) a fermement opposé en 2017 aux indépendantistes catalans qui réclamaient « plus de démocratie ». « Et s'ils n'entendent raison, on les traitera comme des terroristes », ont prévenu les légitimistes. Mais ne prêtons ni au roi d'Espagne, ni à l'éditorialiste français un quelconque esprit pro-

50. *La Bible de Jérusalem*. Traduction de l'École biblique de Jérusalem, Cerf, 1996.

phétique. Tenons-nous en à la lettre du texte : il a paru nécessaire à Colombani de mentionner « Israël » et le « roi d'Espagne » afin de clarifier, outre l'antagonisme entre haine (djihadiste) et amour (chrétien) de la démocratie, un autre antagonisme, cette fois entre « Israël » et le « roi d'Espagne », entre la construction d'un « mur » et celle d'un « État de droit ». Et il conclut : le « roi d'Espagne » a su mieux qu'un autre « incarner notre identité commune ». L'éditorialiste associe toutefois au « roi d'Espagne » le « fondateur d'*El Pais* ». Or, ce dernier ne pouvait-il pas incarner seul « notre identité commune », débarrassé de l'encombrante présence du « roi d'Espagne » ?

Colombani pouvait selon nous s'en tenir aux paroles de son confrère Cebrian : « La seule réponse est plus de démocratie. » Cela suffisait à tracer le chemin sans qu'il soit besoin de mentionner ni « Israël » ni le « roi d'Espagne ». Il aurait pu également, s'il tenait à mentionner « Israël », opposer la construction d'un « mur » à celle de « plus de démocratie ». Mais cela non plus ne lui convenait pas. Il lui fallait citer le « roi d'Espagne » : « nous devons lutter avec les moyens de l'État de droit ». Est-ce l'énoncé qui lui importait tant ou l'énonciateur ? À l'évidence, c'est le nouage des deux : royauté catholique incarnée *et* État de droit. Et comme beaucoup le savent en Catalogne, le roi d'Espagne, c'est aussi, à certains égards, le spectre de Franco. Mais prenons garde aux extrapolations. Colombani cite le « roi d'Espagne » parce qu'en réponse aux attentats de

Madrid sa majesté a appelé à « lutter avec les moyens de l'État de droit ». C'est la lettre du texte. Sur cette base, saisissons l'esprit : pouvait-on se passer d'un appel à « lutter avec les moyens de l'État de droit » et s'en tenir à « plus de démocratie » ? C'est une question d'orientation politique.

Le problème posé est qu'en matière de lutte contre le terrorisme, l'État de droit comporte une clause qu'on appelle « l'état d'exception », dispositif juridique qui se trouve au fondement même de la souveraineté selon Schmitt. Par ce biais, les forces anti-terroristes acquièrent une liberté d'action qui réduit d'autant la liberté des gens et la puissance du droit commun. En France, par exemple, l'exigence de « lutter avec les moyens de l'État de droit » fut celle de Manuel Valls. Dans le discours qu'il a prononcé le 19 novembre 2015, quelques jours après les attentats du 13 novembre, le premier ministre d'alors expliqua à l'Assemblée Nationale : « Nous devons être unis et, parce que nous sommes une grande démocratie, nous appuyer sur la force de notre droit. Et la force de notre droit, c'est notamment l'état d'urgence⁵¹ ». C'est donc un art que maîtrise l'État

51. Voir *L'Exigence* de Manuel Valls, paru en janvier 2016 aux éditions Grasset, livre composé d'une courte introduction de l'auteur et de deux discours qu'il a prononcés à l'Assemblée Nationale, le premier datant du 13 janvier 2015, au lendemain des attentats de *Charlie Hebdo* et de l'Hypercashier les 7 et 8 janvier, le second datant du 19 novembre 2015, au lendemain des attentats du 13 novembre. Voir également l'analyse que j'en propose dans *Le livre des trahisons*, ouvrage collectif sous la direction de Laurent De Sutter, PUF, 2017.

de droit, la construction de murs. Achille Mbembe l'appelle pour cette raison « État de sécurité » plutôt qu'« État de droit » et, analysant ses différentes configurations contemporaines, il conclut que, « animé ouvertement par une mythologie de la liberté qui relève, au fond, d'une métaphysique de la force, l'État de sécurité est moins préoccupé par la distribution des places et des prébendes que par le projet de disposer de la vie des êtres humains, qu'il s'agisse de ses sujets ou de ceux qu'il aura désignés comme ses ennemis⁵² ». C'est pourquoi la réponse de Cebrian est lumineuse, sentie et précise : « La seule réponse est *plus* de démocratie. » Le « fondateur d'*El País* » sait qu'il lui faudra vraisemblablement affronter bientôt les différentes polices de « l'État de droit ». Sa réponse n'est donc ni une variante, ni un complément de celle du « roi d'Espagne », c'est une réponse séparée et antagonique, se tenant sur ses deux jambes et déterminée à ne rien céder : « plus de démocratie » est la « seule » réponse possible à la « Haine de la démocratie ». Or, ce n'est pas ce que dit le « roi d'Espagne », et pour cause...

C'est ainsi que, appelant à combattre la « Haine de la démocratie », l'éditorialiste s'égare en chemin, pour finir par se courber devant le « roi d'Espagne ». Et cet égarement a donc pour ressort le nom « Israël », puisqu'à l'évidence c'est ce nom honni qui appelle *par différence* l'éloge du « roi d'Espagne », incarnation d'une « identité commune » qui impulsa

52. A. Mbembe, *Politiques de l'inimitié*, cit., p. 77.

en son temps la Reconquista, laquelle aboutit en 1492 au décret d'expulsion des Juifs. Milner n'avait donc pas complètement tort de faire remarquer à Badiou, au cours d'un *Dialogue sur la politique et la philosophie de notre temps*: « Dès que le nom juif apparaît, la tonalité change⁵³ ».

*

Il y a donc bien une « centralité » du conflit israélo-palestinien, due non pas à une réalité matérielle mais à une « portée symbolique ». Et la question est dès lors : quelle en est la « symbolique » ? C'est ici que les positions divergent. Certains considèrent que le sionisme a une valeur matricielle, ou paradigmatique : paradigme de l'apartheid, ou du colonialisme, ou de l'impérialisme, ou du « sang fait loi », ou du « mur », ou du règne de la technique, ou bien encore du capitalisme, peu importe au fond, chacun ayant son propre socle métaphysique et existentiel à partir duquel il décrit l'esprit « dominateur » des juifs⁵⁴ ; l'essentiel, c'est que le « projet israélien » soit

53. *Controverse. Dialogue sur la politique et la philosophie de notre temps*, cit., p. 188.

54. Samir Amin, par exemple, observe au sujet de « l'alliance impérialiste » : « Cette stratégie est également celle du sionisme. On pourrait aller jusqu'à dire que celui-ci inspire les attitudes extrêmes prises par les exécutants subalternes de l'alliance impérialiste – la France en particulier » (*Le Monde arabe dans la longue durée*, cit., p. 53). Quant au capitalisme, le même auteur explique : « L'opinion arabe n'est pas équipée pour comprendre la nature du rapport de complémentarité

un paradigme et non un cas particulier, et que l'avenir de l'humanité, si elle en a un, soit d'y échapper ; d'où la communion des cœurs justes dans « le corps palestinien ». Pour d'autres, en revanche, sombrer dans ce délire est indigne.

Cependant ces autres, à leur tour, se divisent, les

entre le projet sioniste et celui de l'expansion mondiale du capitalisme, fondement de leur convergence. L'opinion arabe est ici victime des limites de la pensée du nationalisme populiste qu'elle n'a pas été capable jusqu'ici de critiquer dans ses fondements, encore moins de dépasser » (*ibid.*, p. 226). La conviction qu'Israël joue un rôle central dans la diffusion du malheur est ancienne, et toujours aussi vivace, rassemblant aujourd'hui les sensibilités religieuses et politiques les plus diverses, depuis les disciples de Chavez jusqu'aux gardiens de la révolution iranienne, en passant par Dominique de Villepin, Samir Amin, Achille Mbembe ou le PIR. Et en ce sens, Israël est bel et bien « l'ennemi originel » : « Le 'croissant' comme le 'corridor' [Téhéran, Bagdad, Damas, Beyrouth] désignent à peu près la même chose : la longue montée en puissance de l'Iran, en rivalité avec les monarchies sunnites du Golfe. Les Iraniens, eux, évoquent avec constance depuis les années 1980 un 'axe de la résistance' à Israël – l'ennemi originel – aux États-Unis et à leurs alliés arabes du Golfe » (Louis Imbert et Allan Kaval, *Le Monde*, 29 décembre 2017, p. 12). Et pendant que les uns et les autres s'accordent à reconnaître en l'État d'Israël un « ennemi originel », la violence gouvernementale bat son plein dans le monde arabo-musulman, aujourd'hui en Syrie, hier en Irak et en Iran. Citons quelques lignes du livre de Robert Fisk, *La grande guerre pour la civilisation. L'Occident à la conquête du Moyen-Orient (1979-2005)* (trad. L. Bury, M. Makinson, L. Manceau, M. Saint-Upéry et A. Spiess, La Découverte, 2005, p. 198) : « Dans les années 1970 et 1980, personne n'ignorait les massacres de masse qui ravageaient l'Irak. Et

uns considérant que le délire universel étant ce qu'il est, il n'y a pas d'autre langage à tenir que celui de la force ; les autres considérant que le poème palestinien appartient, dorénavant, au socle métaphysique et existentiel de la nation israélienne⁵⁵. Mais nous nous en tiendrons ici au poème français.

pourtant, l'Occident gardait le silence ou alors condamnait cette violence du bout des lèvres. La visite de Saddam en France en 1975, mais surtout l'accueil que lui réserva le maire de Paris de l'époque, Jacques Chirac, qui accorda au leader irakien toute '[son] estime, [sa] considération et [son] affection', est l'exemple le plus flagrant de nos relations scandaleuses avec le régime irakien ». « Tout comme Saddam, les Iraniens devaient combattre des ennemis extérieurs, mais aussi intérieurs, sachant que des groupes tels que les Moudjahidines du peuple bénéficiaient du soutien actif du régime irakien. [...] Le régime a répondu par une répression sauvage. Écoliers et étudiants formaient le contingent le plus nombreux des 60 exécutions qui avaient lieu tous les jours. Selon une estimation, 10 000 personnes ont été tuées par balle ou pendues, ce qui équivaut au nombre d'Iraniens morts pendant les six premiers mois de la guerre [Iran-Irak, 1981-1988]. Tout comme Saddam essayait d'anéantir le Dawa, qu'il considérait comme une extension militante de l'islam chiïte, Khomeiny tentait d'éliminer les Moudjahidines du peuple, assimilés au Baas irakien. Pendant la guerre, cette situation allait forcer les deux camps à employer toujours plus de violence dans l'éradication de leurs adversaires aussi bien sur le champ de bataille que dans leurs prisons et leurs salles de torture » (ibid., p. 228-229). Les régimes irakiens et iraniens s'accordaient néanmoins sur un point : Israël est « l'ennemi originel ».

55. Je me permets de renvoyer sur ce point à *L'intellectuel compulsif. La réaction philosémite*, 2, Lignes, 2015.

II. La cour du lion

Le battement du cœur pour le bien-être de l'humanité passe donc dans le déchaînement d'une présomption démente, dans la fureur de la conscience pour se préserver de sa propre destruction – et il en est ainsi parce que la conscience projette hors de soi la perversion qu'elle est elle-même, et s'efforce de la considérer et de l'énoncer comme un Autre.

F. W. Hegel, *Phénoménologie de l'esprit*

Qu'est-ce que la « vision prémonitoire gaullienne » au sujet d'Israël ? Dans un article évoqué précédemment, paru en septembre 2017 sur le site Orient XXI, c'est en ces termes qu'Alain Gresh résumait la célèbre conférence du général prononcée en novembre 1967. Quant à la polémique qu'elle avait suscitée, il expliquait :

En réalité, cette polémique sur l'antisémitisme supposé de l'homme du 18 juin 1940 sert à relancer l'offensive contre les positions adoptées en juin 1967. Le moins qu'on puisse dire est qu'elles n'allaient pas de soi. La France avait été, durant les années 1950, la plus fidèle alliée d'Israël, équipant son armée en matériel sophistiqué, notamment en avions Mirage, l'aidant à acquérir la technologie militaire nucléaire. Elle s'était associée à la pitoyable expédition de Suez de 1956 que De Gaulle, à l'époque, avait approuvée. Certes, depuis la fin de la guerre d'Algérie en 1962, la France s'était désengagée, comme l'affirme le général dans sa conférence de presse, de « *certaines liens spéciaux et très étroits* » que la IV^e République avait établis avec Israël. Après l'indépendance algérienne de 1962, « Nous avons repris avec les peuples arabes d'Orient, la même politique d'amitié et de coopération qui avait été pendant des siècles celle de la France dans cette partie du monde et dont la raison

et le sentiment font qu'elle doit être aujourd'hui une des bases fondamentales de notre action extérieure ». Mais il précisait : « *Bien entendu, nous ne laissons pas ignorer aux Arabes que pour nous l'État d'Israël était un fait accompli et que nous n'admettrions pas qu'il fût détruit.* » D'ailleurs, malgré l'embargo imposé sur les ventes d'armes dans la région en juin 1967, la France continuera à fournir à Tel-Aviv les pièces de rechange pour ses Mirages.

La référence au général, lorsqu'il est question du Proche ou Moyen-Orient, est incontournable en France. À bien des égards elle y est un marqueur du discours non seulement politique mais culturel. Introduisant à un numéro Hors-série consacré à « L'histoire du Proche-Orient » (paru en 2018), l'éditorial signé Chantal Cabé pour *La Vie* et Michel Lefebvre pour *Le Monde*, intitulé « D'ombres et de lumières », s'ouvre par ces mots :

Le ciel tourmenté du Proche-Orient ne doit pas éclipser ses lumières. Pendant des siècles, ce foyer de civilisation a irradié l'humanité tout entière. Il suffit de quelques marqueurs pour saisir la singularité historique de cette région du monde. De l'invention de l'écriture par les Sumériens à la naissance du christianisme, de l'Égypte pharaonique aux splendeurs de Babylone, de l'illustre Saladin au puissant calife de la Sublime porte... L'Occident s'est construit dans l'héritage de ce glorieux patrimoine venu des pays d'Orient, le Proche ou le Moyen, selon.

Les deux journalistes évoquant d'abord les « lumières » du Proche-Orient, il est donc question

des « Sumériens », de « l'Égypte pharaonique », des « splendeurs de Babylone », de « la naissance du christianisme », de « l'illustre Saladin » et de la « Sublime porte ». Il n'est pas question, en revanche, du judaïsme, d'Israël ou des Juifs. Il en est toutefois question au terme de l'éditorial, de manière implicite, lorsqu'il s'agit d'évoquer les « ombres » qui tourmentent le ciel du Proche-Orient, notamment sous la forme d'« ingérences » étrangères : « La déclaration unilatérale du président américain Donald Trump en décembre 2017 sur le statut de Jérusalem est une nouvelle preuve de ces ingérences destructrices ». Le président Trump décida en effet de déplacer l'ambassade américaine en Israël de Tel Aviv à Jérusalem, paraissant de la sorte entériner l'annexion unilatérale de la ville sainte par l'État « juif ». Du judaïsme, il est donc fait mention lorsqu'il s'agit d'évoquer « le ciel tourmenté du Proche-Orient » mais pas lorsqu'il s'agit d'évoquer « ce foyer de civilisation ». Soyons exacts : entre ce début lumineux et cette fin obscure, intervient une occurrence du signifiant « judaïsme » : « La force attractive de cette partie de l'Orient trouve son originalité dans un espace géographique où se sont côtoyés et entremêlés quantité de peuples (Arabes, Turcs, Kurdes, Perses...), de religions (islam, judaïsme, christianisme) et de cultures (byzantine, arabe, ottomane, persane) ». Il était difficile en effet de ne pas mentionner l'existence du « judaïsme », au moins dans la rubrique « religions » si ce n'est dans celle

de « peuples » ou de « cultures ». Mais quant à gratifier le « judaïsme » d'une luminosité propre, il faudra donc se contenter de cette parenthèse dans laquelle figurent les trois monothéismes, curieusement mentionnés sans ordre apparent : « islam, judaïsme, christianisme ».

Qu'un certain antijudaïsme de salon parsème les grands journaux de la presse française, il n'y a sans doute pas lieu de s'en étonner ; c'est après tout dans l'ordre des choses. Plus singulier est sa présence dans des organes de la gauche radicale, dont on pourrait penser qu'elle s'est affranchie d'un christianisme lui-même de salon. Présentant *Le Monde diplomatique*, Samuel Ghiles-Meilhac écrit : « Publication pour et par les diplomates à ses débuts – il voit le jour en 1954 – c'est aujourd'hui un mensuel engagé qui constitue une référence bien au-delà des cercles de la gauche radicale⁵⁶ ». C'est de fait un mensuel de référence non seulement pour des militants de la gauche radicale mais pour toute personne dont la réflexion politique s'abreuve aux sources de l'internationalisme, puisqu'on y trouve des articles de fond aussi bien sur l'Europe que sur l'Amérique, l'Asie ou l'Afrique, que le point de vue n'est pas national mais progressiste, qu'on peut y lire aussi bien un article de Guy Scarpetta sur Taddeuz Cantor qu'un article de Frédéric Lordon sur le « Capital » selon Thomas Picketty, et d'autres signés d'intellec-

56. « *Le Monde diplomatique* et le conflit : prendre parti ou parti-pris ? », in *Les intellectuels français et Israël*, cit., p. 201.

tuels arabes, israéliens, sud-américains, africains ou asiatiques. Car *Le Monde diplomatique* s'est affranchi de longue date de la tutelle du Quai d'Orsay comme de celle du quotidien *Le Monde*, et c'est ainsi que, pas à pas, avec détermination, il est devenu un modèle d'indépendance intellectuelle et politique, notamment rendue possible par un mode de financement autonome, c'est-à-dire affranchi des diktats du capital. Cela dit, il semble que sur certains sujets, parfois, « la tonalité change ». L'hommage à Simone Weil évoqué plus haut en est un exemple. Un autre exemple est une singulière sortie d'Alain Gresh au mois de juin 2017. Dans un court encadré, il s'emploie à réfuter l'argument visant à « relativiser l'importance géopolitique de la Palestine ». Gresh ne conteste pas l'importance des autres conflits que connaît le Moyen-Orient, mais en géopoliticien avisé il n'entend pas reléguer au second plan la « cause palestinienne » :

On tire parfois argument des massacres en Syrie ou du chaos libyen pour relativiser l'importance géopolitique de la Palestine. Pourtant, ce conflit pèse dans une aire qui n'a jamais été aussi divisée. La cause palestinienne reste la seule qui fasse l'unité de tous les courants politiques et idéologiques du monde arabe, islamistes ou communistes, nationalistes ou libéraux. Pour chaque habitant de la région (et, au-delà, du monde musulman), elle incarne une injustice fondamentale, un déni du droit international, résultat de la politique occidentale et de son appui à Israël. La situation de la Palestine alimente depuis soixante-dix ans les frustrations, mais aussi la désta-

bilisation régionale. Elle a provoqué l'effondrement des régimes pro-occidentaux après la guerre de 1948-1949 ; elle a favorisé l'éclatement des guerres israélo-arabes en 1956, 1967 et 1982. Elle renforce désormais les groupes transnationaux, que ce soit Al-Qaida ou l'Organisation de l'État islamique, qui s'implantent dans certains camps palestiniens. C'est le général David Petraeus, alors chef du Centcom, la zone militaire américaine comprenant l'ensemble du Proche-Orient, qui en a fait le constat devant la commission des forces armées du Sénat des États-Unis en mars 2010 : « *Les hostilités persistantes entre Israël et certains de ses voisins sont à différents égards un défi à notre capacité à faire avancer nos intérêts dans notre zone de responsabilité. Les tensions israélo-palestiniennes se transforment souvent en violences et en confrontations armées à grande échelle. Le conflit suscite un sentiment anti-américain, en raison de ce qui est perçu comme du favoritisme des États-Unis à l'égard d'Israël. La colère arabe sur la question palestinienne limite la puissance et la profondeur de nos partenariats avec des gouvernements et des peuples de cette zone, et affaiblit la légitimité des régimes modérés dans le monde arabe. Pendant ce temps, Al-Qaida et d'autres groupes militants exploitent cette colère pour mobiliser.* » On ne saurait mieux dire⁵⁷.

L'auteur s'inquiète qu'on puisse « relativiser l'importance géopolitique de la Palestine » et, soucieux de recentrer les débats, il cite les propos d'un général : l'alliance avec Israël affaiblit la puissance nord-américaine. Examinons l'un et l'autre point.

Le Moyen-Orient est la région la plus inégalitaire de la planète. À titre indicatif, le total du pro-

57. *Le Monde diplomatique*, juin 2017, p. 15.

duit intérieur brut des pétromonarchies représente près de 70% de celui de l'ensemble du monde arabe, alors qu'elles ne représentent qu'à peine 10% de sa population⁵⁸. Et les régimes du Golfe sont eux-mêmes parmi les plus inégalitaires, les

58. Chiffres donnés par Fathia Dani-Hézi dans son article « Drôle de guerre dans le Golfe », *Le Monde diplomatique*, juillet 2017, p. 12. Les chiffres que fournit Thomas Piketty concordent : « Si l'on examine la zone allant de l'Égypte à l'Iran, en passant par la Syrie, l'Irak et la péninsule Arabique, soit environ 300 millions d'habitants, on constate que les monarchies pétrolières regroupent entre 60% et 70% du PIB régional, pour à peine 10% de la population, ce qui en fait la région la plus inégalitaire de la planète ». Extrait d'une chronique parue dans *Le Monde* et mise en ligne sur le site du même journal : <http://piketty.blog.lemonde.fr/2015/11/24/le-tout-securitaire-ne-suffira-pas-2/>. Dans l'édition 2018 du « Bilan du monde » (Hors-série du journal *Le Monde*), la « part du revenu national détenue par les 10% les plus riches » est estimée à 60% pour le Moyen-Orient (p. 27). Ce sont les chiffres déjà donnés dans un article du *Monde* daté du 15 décembre 2017, dans les pages « Économie et Entreprise » (p. 3) : « Le Moyen-Orient, champion des inégalités : Les 10% les plus aisés captent 60% du revenu national au Moyen-Orient. Les auteurs ont traité cette région comme un tout, compte tenu de sa relative homogénéité culturelle et d'une population équivalente à celle d l'Europe de l'Ouest. La rente pétrolière creuse les différences entre pays : les États du golfe, riches en hydrocarbures, touchent la moitié du revenu régional, alors qu'ils ne représentent que 15% de la population. Ces pays du Golfe sont eux-mêmes très inégalitaires, entre des citoyens nationaux bénéficiant de nombreux privilèges et une part croissante de travailleurs immigrés faiblement rémunérés ».

plus sexistes et les plus xénophobes de la planète, usant de leurs rentes pétrolières non seulement pour asseoir leur pouvoir et diffuser une conception de l'islam obscurantiste (le wahhabisme) dans le monde musulman, mais également pour abreuver les circuits financiers de leurs parrains occidentaux plutôt que pour servir au développement de la région. En outre, le Moyen-Orient est aujourd'hui la région du monde la plus conflictuelle et par endroits la plus dévastée, la bénédiction pétrolière s'étant avérée être une malédiction. Enfin, en termes d'idéologie sociale, force est de constater que les forces en opposition, Turquie, Égypte, Syrie, Iran, Arabie Saoudite, Qatar, pour ne citer que les principaux États en action sur la scène régionale, partagent un même parti pris réactionnaire. Il n'empêche, rétorque Gresh : « la cause palestinienne reste la seule qui fasse l'unité », la raison étant qu'« elle incarne une injustice fondamentale, un déni du droit international ».

Le problème que pose son analyse est qu'en termes d'« injustice fondamentale » les destructions de l'Irak et de la Syrie, et en amont l'accaparement des immenses richesses pétrolières et gazières de la région par une poignée d'émirs archi-réactionnaires sont des injustices fondamentales qui s'exercent à une tout autre échelle, impliquant des dizaines, voire des centaines de millions d'arabomusulmans. Qu'est-ce, en regard, que la Palestine ? On se souvient des chiffres donnés en décembre 1967 par Ben Gourion dans une lettre à De Gaulle :

« La superficie de la Palestine ne dépasse pas 0,50% de celle des pays arabes. La population arabe en Palestine (sur les deux rives du Jourdain) forme 1,5 % de la totalité des Arabes en Asie orientale et en Afrique du Nord. » Sur les 99% restant, sévit aujourd'hui ce que Mathieu Guidère appelle une « guerre des islamismes » et Kepel une « guerre au cœur de l'islam⁵⁹ », laquelle n'a pas pour enjeu une petite portion de territoire entre le Jourdain et la mer, mais la mainmise sur la religion, l'appareil d'État et les richesses matérielles, les trois principaux leviers du pouvoir dans la région, comme partout ailleurs :

On présente souvent à tort la plus grande rivalité au Moyen-Orient comme étant celle qui oppose les juifs et les musulmans, conflit dont l'illustration la plus récurrente serait les tensions entre l'Iran et Israël. Ce serait oublier un conflit millénaire fratricide autrement plus sanglant et dont on voit encore les répercussions quotidiennes de nos jours, Irak, Syrie, Liban, Bahreïn ou encore Yémen, pas un jour ne passe sans que des sunnites et des chiites ne s'affrontent politiquement ou militairement⁶⁰.

Comment, dans ce contexte, obtenir l'unité du monde arabo-musulman ? Gresh connaît la réponse : « La cause palestinienne reste la seule qui fasse l'unité. » La cause kurde, en effet, n'a pas la même puissance symbolique, pour ne rien dire de

59. Cf. *Fitna. Guerre au cœur de l'islam*.

60. Mathieu Guidère, *La guerre des islamismes*, Gallimard, 2017, p. 108.

l'émancipation politique et sociale, cause peu susceptible de séduire les puissances régionales égyptienne, syrienne, turque, saoudienne, qatarie ou irannienne. Pour reconstituer « l'unité » du monde arabo-musulman, il conviendrait donc de se recentrer sur la « cause palestinienne ». Mais est-ce une « unité » *progressiste* qu'appelle de ses vœux Alain Gresh ?

Pour appuyer son propos, il cite le général David Petraeus. Aujourd'hui retraité, il a, durant sa longue carrière, dirigé notamment le *Centcom*, l'état-major interarmées américain pour le Moyen-Orient (2008-2010) et la CIA (2011-2012). Il est donc bien informé. Or, il constate que les intérêts américains et israéliens divergent dans la région et conclut qu'il serait temps que l'administration américaine change son fusil d'épaule. Est-ce donc un progressiste, ce général américain ? À suivre d'autres contributeurs du *Monde diplomatique*, le général Petraeus, s'il n'entend pas se soumettre au lobby pro-israélien, serait en revanche sensible aux arguments des pétromonarchies du golfe :

La Russie et l'Iran redevenant les principaux ennemis des États-Unis au Proche-Orient, l'Arabie Saoudite doit logiquement reprendre sa place d'alliée favorite. Le lobby prosaoudien y contribue fortement en diffusant un flot continu d'entretiens, d'articles et de rapport appelant à une action graduée à l'encontre de Damas et de Téhéran. Le 14 novembre 2016, le Conseil de l'Atlantique (*Atlantic Council*) – un think tank qui a reçu 2 millions de dollars en 2015 de

la part des Émirats arabes unis et de bienfaiteurs proches de Riyad – rappelle de sa retraite le général David H. Petraeus, membre de son conseil de direction, pour fustiger une « activité iranienne maligne »; il exhorte l'armée à lancer des opérations de guerre au cas où l'Iran violerait l'accord de 2015 en renouant avec son programme d'enrichissement de l'uranium⁶¹.

Petraeus est donc non seulement soucieux de libérer les États-Unis du poids de son alliance avec Israël, mais aussi de renforcer l'alliance avec les pétromonarchies, son idée étant apparemment que si Israël coûte beaucoup d'argent aux États-Unis, les Saoudiens lui en rapportent beaucoup. Et il ne serait pas impossible, souligneront certains, qu'ils rapportent également quelque sou à ce bon général retraité. Car expliquer que le développement d'Al-Qaïda est la résultante du conflit avec Israël (« Al-Qaïda et d'autres groupes militants exploitent cette colère pour mobiliser ») est une singulière analyse qui, à défaut d'informer, a le mérite de passer sous silence les responsabilités saoudiennes d'abord, nord-américaines ensuite, dans la propagation de l'idéologie d'al-Qaïda. Donald Trump ne s'y est du reste pas trompé, comme le rappelle Ibrahim Warde dans un autre numéro du *Monde diplomatique*. Après avoir dénoncé l'implication de l'Arabie saoudite dans les attentats du 11 septembre (déclarant notamment que « L'Arabie saoudite est le plus

61. Daniel Lazare, « La redoutable influence de Riyad à Washington », in *Le monde diplomatique*, juillet 2017, p. 12.

grand bailleur de fonds du terrorisme »), il s'est ravisé une fois parvenu au pouvoir, gratifiant l'Arabie saoudite de sa première visite officielle à l'étranger. Il y réaffirma l'indéfectible alliance entre les deux pays et y négocia de juteux contrats : « L'annonce de transactions immédiates ou à venir d'un montant de 380 milliards de dollars, dont 110 milliards de contrats militaires, présentés comme *“l'accord d'armement le plus important de l'histoire des États-Unis”*, souleva l'enthousiasme des milieux d'affaires des deux pays⁶² ».

Il n'empêche, insiste Gresh : « La cause palestinienne reste la seule qui fasse l'unité », étant de toutes les injustices de la région la plus « fondamentale ». Il aurait pu aussi bien citer le « djihadiste » Ayman al-Zawahiri : « L'indéniable vérité, c'est que la cause palestinienne est non seulement de nature à embraser l'Oumma depuis cinquante ans, du Maroc jusqu'à l'Indonésie, mais encore que c'est la cause qui réunit tous les Arabes, croyants ou impies, bons ou mauvais⁶³ ». C'est en effet la « cause » qui réunit potentiellement tous les arabomusulmans, qu'ils soient sunnites ou chi'ites, favorables aux Frères Musulmans, aux pétromonarchies ou à l'Iran. En outre, il est fort instructif d'observer combien, aux yeux d'al-Zawahiri, la « cause » en question est jouissive et combien « les ressources

62. Ibrahim Warde, « Singulière amitié entre Riyad et Washington », *Le Monde diplomatique*, décembre 2017, p. 7.

63. *Al-Qaida dans le texte*. Présenté par Gilles Kepel, Puf, « Proche-Orient », 2005, p. 293.

apocalyptiques et catastrophistes qui [la] sous-tendent sont de loin plus complexes et plus enracinées dans un temps plus long que toutes celles que rendait possible le calvinisme sud-africain » :

Vous, le peuple américain et le monde entier, sachez que nous ne tolérerons pas que recommence en Palestine la tragédie de l'Andalousie [la *Reconquista* de l'Espagne musulmane par les rois catholiques]. Nous préférierions voir l'Oumma [la communauté des Croyants] tout entière disparaître plutôt que de voir détruite la mosquée d'Al Aqsa, la Palestine judaïsée et son peuple expulsé !⁶⁴

Dans son étude sur la diffusion de *Mein Kampf*, Vitkine relate sa rencontre avec l'avocat Montasser al-Zayed qui « fut jadis le camarade de cellule et l'ami d'Ayaman al-Zawahiri » :

Nous évoquons son parcours, le jihad, Ben Laden, et à la fin de la conversation, je lui demande ce qu'il pense des *Protocoles des sages de Sion*, un best-seller en Égypte où il est vendu dans toutes les librairies. Il fait la moue : « C'est intéressant, mais on n'est pas sûr qu'ils soient authentiques. Si vous voulez vraiment connaître les Juifs, il y a un texte qui est bien mieux », dit-il en tournant vers moi l'écran de son ordinateur portable. Et il ouvre un fichier PDF en anglais : *Mein Kampf* ⁶⁵.

Gresh connaît la formule d'une alliance possible entre progressistes, indigènes et gaullistes : « La

64. Cité par Gilles Kepel dans *Fitna. Guerre au cœur de l'islam*, Gallimard, 2004, p. 120.

65. « *Mein Kampf* », *histoire d'un livre*, cit., p. 264-265

cause palestinienne reste la seule qui fasse l'unité. » C'est la formule d'un géopoliticien avisé. Mais est-ce la formule d'un progressiste ? Quand d'autres sont soucieux de nommer l'ennemi « djihadiste », quitte à laisser dans l'ombre les déterminations économiques de la politique occidentale dans la région du Golfe, Alain Gresh, lui, paraît soucieux de nommer l'ennemi « sioniste », quitte à laisser dans l'ombre ces mêmes déterminations économiques. Et son souci est tel qu'il en est conduit, comme par enchantement, à embrasser le discours du général impérialiste. Et l'image est d'autant plus piquante, si elle n'est pas d'Épinal, que l'encadré de Gresh trouve sa place au beau milieu d'une pleine page que *Le Monde diplomatique* consacre par ailleurs à la célèbre conférence de presse du général De Gaulle en novembre 1967.

*

On rend souvent compte de la prise de position du général en des termes peu ou prou semblables à ceux de tel article, glané au hasard, portant sur l'histoire des relations diplomatiques entre la France et Israël : « Il y eut bien sûr des désaccords, et même un certain froid lorsque De Gaulle haussa le ton contre ce “peuple sûr de lui-même et dominateur” mais, dans l'ensemble, jamais la France n'a représenté un obstacle sérieux au rouleau compresseur de la colonisation israélienne. » La citation est extraite d'un compte rendu du livre d'Alain Gresh

et Hélène Aldeguer, *Un chant d'amour. Israël-Palestine, une histoire française*⁶⁶. Reportons-nous donc à ce livre, une bande dessinée qui retrace l'histoire des relations diplomatiques entre la France et Israël à partir de documents d'archives. Et arrêtons-nous à la conférence de presse du général De Gaulle, puisque c'est l'événement choisi par *Le Monde diplomatique* qui reproduit les bonnes pages du livre, des-
sins d'Aldeguer, textes choisis de Gresh.

Lors de la conférence de novembre 1967, abordant la situation au Moyen-Orient, le général s'emporta contre Israël et les Juifs. Dans ses *Mémoires*, il s'en explique : « Je suis émotif, passionné de nature. » S'il s'était emporté, De Gaulle n'avait cependant pas perdu le sens des réalités, comme il le souligne aussitôt : « Finalement, à cette conférence de presse, on a oublié la partie la plus importante de mon discours consacrée au conflit du Proche-Orient. » Et Gresh de rapporter aussitôt « la partie la plus importante » de son discours : « Maintenant, Israël organise, sur les territoires

66. Le compte rendu, signé Franz Himmelbauer, est paru sur le site « Antiopees » (<https://antiopees.noblogs.org/>), puis mis en ligne sur le site *Lundimatin*. Le livre de Gresh et Aldeguer est paru à La Découverte en 2017. C'est le titre d'un film de Jean Genet, *Un chant d'amour* (1950), expérimentation cinématographique du romancier, d'une rare beauté, qui met en scène la relation d'un condamné et d'un maton. Mais c'est en fait une sortie de Hollande au sujet de la relation de la France à Israël qui est épinglée par ce titre, « un chant d'amour », lequel Hollande n'ignorait peut-être pas le film de Genet...

qu'il a pris, l'occupation, qui ne peut aller sans oppression, répression, expulsion... ». La leçon à tirer de cet épisode, célèbre dans l'histoire des relations diplomatiques entre la France et Israël, serait donc la suivante : en mettant l'accent sur la saillie de De Gaulle à l'endroit des « Juifs », on a manifestement souhaité occulter l'essentiel, à savoir la dénonciation de l'impérialisme israélien, de son occupation illégale de la Cisjordanie et de Gaza, de sa politique d'expansion belliqueuse. C'est aussi ce que souhaite souligner Dominique Vidal, historien et ancien journaliste du *Monde diplomatique*, dans un opuscule consacré à l'antisionisme : « la préoccupation de De Gaulle est d'abord géopolitique, car il redoute qu'un conflit au Proche-Orient relance la guerre froide et étouffe, ce faisant, la recherche par Paris d'une troisième voie⁶⁷ ».

La saillie de De Gaulle à l'endroit des « Juifs » n'en était pas moins, au mieux bien maladroite, au pire sordidement vicieuse, car si les « Juifs » avaient été « de tout temps » un peuple « dominateur », on comprenait mieux, rétrospectivement, le ressentiment de quelques-uns dont Ernst Jünger qui, dans un livre intitulé *La paix*, paru en 1945, écrivait : « Un peuple honteux de larves poursuivait dans l'ombre ses artifices affreux. » Dès lors, les uns prenaient argument de la maladresse du général pour occulter « la partie la plus importante » de son discours, celle relative à une occupation illégale « qui ne peut aller sans oppression, répression, expulsion » ;

67. D. Vidal, *Antisionisme = antisémitisme ?*, Libertalia, 2018, p. 110.

les autres, à l'inverse, minimisaient la chose afin de s'en tenir au fait matériel de l'occupation. De ce débat, les termes n'ont guère changé : les uns insistent sur la manière dont la critique de la politique d'Israël se nourrit au sein du préjugé judéophobe et ils en tirent argument pour observer, et parfois faire observer un silence religieux sur la question de l'occupation ; les autres dénoncent l'argument d'un antijudaïsme éternel, invariant, transhistorique, servant de cache-sexe au fait matériel du colonialisme juif en Palestine, lequel est, assurent-ils, « l'ennemi » principal des forces progressistes dans cette région, et peut-être au-delà...

Qu'en penser ? Le mieux est selon nous d'en revenir aux mots de Lénine au sujet d'une « bourgeoisie » qui « s'est partout appliquée [...] à attiser les haines religieuses, pour attirer dans cette direction l'attention des masses et les détourner des questions politiques et économiques véritablement importantes et capitales⁶⁸ ». Passée au crible d'une analyse marxiste, la maladresse de De Gaulle en novembre 1967 pourrait en effet s'avérer beaucoup moins émotive, passionnée, que le général ne veut bien le dire. Mais encore faut-il s'entendre sur le sens du mot « marxiste » et se donner les moyens de déchiffrer ce que Vidal appelle la préoccupation « d'abord géopolitique » du général De Gaulle en 1967, laquelle, depuis 1962, ne concerne pas tant

68. Cité par Tévanian dans *La haine de la religion. Comment l'athéisme est devenu l'opium du peuple de gauche*, La Découverte, 2013, p. 93.

l'Orient arabo-musulman que l'Afrique subsaharienne, soit ce que François-Xavier Verschave a appelé « la Françafrique » : une politique semi-officielle de réseaux – les tristement célèbres « réseaux Foccart » – qui mêle coups d'État, interventions militaires, pillage des ressources naturelles, détournements de fonds, etc.⁶⁹ Car la République française n'a cessé de défendre ses intérêts en Afrique, à l'abri du soleil médiatique qui, dans le même temps, réchauffait le cœur endeuillé du narrateur de *Plateforme* :

On peut certainement rester en vie en étant simplement animé par un sentiment de vengeance ; beaucoup de gens ont vécu de cette manière. L'islam avait brisé ma vie, et l'islam était certainement quelque chose que je pouvais haïr ; les jours suivants, je m'appliquai à éprouver de la haine pour les musulmans. J'y réussissais assez bien, et je recommençai à suivre les informations internationales. Chaque fois que j'apprenais qu'un terroriste palestinien, ou un enfant palestinien, ou une femme enceinte palestinienne, avait été abattu par balles dans la bande de Gaza, j'éprouvais un tressaillement d'enthousiasme à la pensée qu'il y avait un musulman de moins. Oui, on pouvait vivre de cette manière⁷⁰.

Des Africains assassinés par l'armée française,

69. Pour une mise à jour des travaux de Verschave, voir le remarquable opuscule paru aux éditions Syllepse en 2014, produit de l'association Survie : *Françafrique. La famille recomposée. Diplomatie, armée, entreprises.*

70. Michel Houellebecq, *Plateforme*, Flammarion, 2001, p. 338.

ou avec son concours, direct ou indirect, il n'est en revanche pas question dans « les informations internationales » que suit avidement le narrateur endeillé de *Plateforme*, un roman de Michel Houellebecq (2001). Et pourtant : « Depuis les indépendances africaines, l'armée française a effectué une vingtaine d'interventions d'envergure au sud du Sahara. » C'est une note de bas de page dans le livre de Verschave : *Françafrique*⁷¹. Et à cette lumière, la célèbre conférence de De Gaulle pourrait n'avoir eu d'autre enjeu véritable que de donner le *la* : plus on parlera du colonialisme israélien, moins on parlera du néocolonialisme français. Il suffit pour s'en convaincre de revenir aux faits de l'année 1967.

*

Depuis le mois de mai 1967, une guerre a éclaté en Afrique, dans le Biafra, une province du Nigéria où sont enfouies des réserves d'or noir qu'on estime alors équivalentes à celles du royaume d'Arabie. Et l'État français, ainsi que ses compagnies pétrolières, font bien davantage que lorgner dessus : dépossédés du pétrole algérien en 1962, ils entendent garder la main sur la totalité du pétrole de l'ouest africain, leur ancien pré-carré colonial, et ils agissent en conséquence, manipulant des milices indigènes chargées de s'approprier, au nom d'une ethnie quelconque, l'or noir que les compagnies françaises

71. *Françafrique. Le plus long scandale de la République*, Stock, 1998, p. 17, note 3.

exploiteront⁷². Mathieu Auzanneau, dans sa « Grande histoire du pétrole », résume l'affaire en

72. « Le général Ironsi prend le pouvoir à Lagos le 15 janvier 1966 à l'issue du putsch conduit par des officiers ibo (ethnie nigériane majoritaire dans la province orientale). Le 24 mai suivant, le nouveau chef de l'État proclame la fin du fédéralisme. Cette formule politique assurait une certaine souplesse provinciale et permettait une coexistence sociale pour cette jeune République fondée le 1er octobre 1963, après avoir été pendant trois ans un État indépendant au sein du Commonwealth. [...] le général Ironsi est assassiné le 19 juillet 1966. Un autre militaire, le général Yakubu Gowon, s'installe à sa place dans le fauteuil présidentiel. Il s'attelle aussitôt à la réforme des institutions et des structures administratives du pays, pour neutraliser l'entreprise amorcée par Ironsi. Selon ce nouveau programme, les Ibo se voient privés de leur principale ressource économique : le pétrole. La partie orientale du littoral est en effet le réservoir d'or noir du Nigéria, comme en témoigne la présence des compagnies Shell et British Petroleum. En réaction, la province orientale décide de faire sécession et se rebaptise Biafra, sous la conduite du colonel Idumengwu Ojukwu. Mauriceau entrevoit tout l'intérêt qui peut être tiré de cette crise. Comme pour le Katanga, poumon économique du grand Congo, le Biafra peut constituer la porte d'entrée de l'influence française au cœur du Nigéria – l'argument pétrolifère biafrais ne venant que renforcer les convictions géopolitiques des architectes français de la politique africaine de la V^e République. [...] Le premier constat des rapports de force en présence est sans appel : il faut aider militairement et politiquement le Biafra, faute de quoi son sort sera rapidement scellé, la supériorité de Lagos dans ces deux domaines étant incontestable » (Jean-Pierre Bat, *Le syndrome Foccart. La politique française en Afrique, de 1959 à nos jours*, op. cit, p. 296-298).

quelques mots bien sentis : « L'action de la France gaulliste dans la guerre du Biafra mérite sans conteste une mention spéciale parmi les épisodes les plus hideux au cours desquels une puissance occidentale aura cherché à accaparer le pétrole d'un pays pauvre. » Or, l'attention portée aux « Juifs » en novembre 1967 ne s'interprète pas de la même manière selon qu'on a à l'esprit, ou pas, ce qui se déroule en cuisine. Auzanneau, ayant pour objet d'étude le pétrole, s'intéresse donc pour sa part à « l'action de la France gaulliste » plutôt qu'à Israël ; et il explique :

Le 30 mai 1967, le gouverneur militaire du sud-est du Nigéria, le colonel Odumegwu Ojukwu, proclame l'indépendance de la région, désormais nommée Biafra. À Paris, cette sécession est immédiatement perçue comme une aubaine par le général De Gaulle, qui confie alors à son fidèle Jacques Foccart qu'il souhaite le « morcellement » du trop puissant Nigéria. Avec l'appui de chefs d'État amis tels Omar Bongo au Gabon et Félix Houphouët-Boigny en Côte d'Ivoire, Foccart organise des livraisons secrètes d'armes par avion à partir de novembre 1967, souvent sous couvert d'aide humanitaire. Le dispositif est soutenu financièrement en sous-main par les régimes blancs racistes d'Afrique du Sud et de Rhodésie, qui cherchent eux aussi à saper l'autorité grandissante du Nigéria au sein de l'Afrique anglophone⁷³.

73. Voir Mathieu Auzanneau, *Or noir. Une histoire du pétrole*, La Découverte, 2015, p. 409-413, le chapitre intitulé : « Biafra (1967-1970) : l'autre 'sale guerre' de la France, pour le pétrole du Nigéria ».

On comprend mieux pourquoi le général, en novembre 1967, s'étend publiquement au sujet d'Israël et des « Juifs », s'émeut, se passionne ; en coulisses, officieusement, secrètement, via les « réseaux Foccart », il arme les milices du colonel Ojukwu au prix de centaines de milliers de morts. Israël, en regard, c'est pour amuser la galerie. Car, dans le fond, il se fiche éperdument des Juifs, le général. Géopoliticien avisé, c'est un approvisionnement sécurisé en pétrole, en gaz, en métaux divers (dont l'uranium africain) qui le préoccupe. Et au sujet de la guerre du Biafra, Verschave paraît être mieux documenté qu'Auzanneau, car ce serait dès l'été 1967 que commencent les livraisons d'armes de la France au colonel Ojukwu (et non « à partir de novembre ») :

Dès août 1967, *Le Canard enchaîné* signale la présence au Biafra de « conseillers » européens « qui ressemblent à s'y méprendre à des barbouzes français dépendant de Jacques Foccart, secrétaire général à la Communauté et à l'Élysée ». *Le Canard* n'a pas tort. (...) Les livraisons d'armes massives ont déjà commencé – dès les premiers succès de l'armée fédérale du Nigéria. Le 13 juillet 1967, selon le mercenaire Rolf Steiner, un « premier avion français chargé de munitions » atterrit à Uli, au Biafra, « venant du Gabon ». L'ambassade américaine à Lagos signale la fourniture par l'armée française d'un bombardier B26, « illégalement acheminé à Enugu, capitale du Biafra, par un équipage français ». À partir d'août 1968, des dizaines d'avions déversent sans arrêt des tonnes de matériel militaire sur les deux aérodromes – deux morceaux de route droite – que les Biafrais peuvent

encore utiliser. L'avance fédérale est stoppée brutalement. À Lagos, on manifeste contre la France. Mille tonnes d'armes et de munitions sont livrées en deux mois ! Libreville, Abidjan et Fernando Po sont les points de départ d'un véritable pont aérien. Ce que confirme Ojukwu : il y a « *plus d'avions atterrissant au Biafra que sur n'importe quel aéroport d'Afrique à l'exception de celui de Johannesburg*⁷⁴ ».

Le comble de l'histoire est qu'à la suite de la guerre des six jours (juin 1967), De Gaulle, par mesure de rétorsion, suspend les livraisons d'armes à Israël⁷⁵. Vidal, évoquant la chose, observe : « Ce

74. *Françafrique*, cit., p. 141-145. Jean-Pierre Bat, comme Auzanneau, date de novembre le début des livraisons d'armes, mais la décision, quoi qu'il en soit, a été prise avant : « À la suite de l'entretien du 27 septembre 1967 entre les présidents de Gaulle et Houphouët-Boigny, Maurice met en place un circuit de livraison d'armes, qui commence en novembre 1967, de dimensions encore modestes (livraison le 8 novembre 1967, de dimensions encore modestes (livraison le 8 novembre d'une première cargaison de fusils Mauser par DC-6 » (*Le syndrome Foccart*, cit., p. 299).

75. « Si l'hostilité agro-climatique a bel et bien aiguillonné l'essor économique d'Israël, les contraintes géopolitiques y ont également contribué. Selon l'un des plus grands entrepreneurs du high-tech israélien, Yossi Vardi, « les deux véritables pères de la haute technologie israélienne sont le boycott arabe et Charles De Gaulle, car ils nous ont obligés à créer une industrie ». [...] il faisait allusion à la décision du général de Gaulle, qui a conduit Israël à se tourner fortement vers l'industrie d'armement. Après que la nationalisation du canal de Suez par l'Égypte en 1956 avait rapproché Français et Israéliens, les premiers avaient fortement accru leurs ventes d'armes aux seconds. Cependant, en juin 1967, le général de Gaulle signifia clairement l'arrêt de

tournant, certains l'attribuent à l'antisémitisme présumé du général De Gaulle⁷⁶. » Thèse malveillante, s'empresse-t-il d'ajouter, la vérité historique étant d'une tout autre facture : « Le cours nouveau mis en œuvre par de De Gaulle au Levant en 1967 s'inscrit en effet dans la politique d'indépendance vis-à-vis des États-Unis qu'il construit pas à pas tout au long de cette décennie⁷⁷. » Ce n'est pas inexact, mais encore faudrait-il préciser que l'Afrique de l'ouest est le terrain de prédilection de sa « politique d'indépendance vis-à-vis des États-Unis ». En témoigne la politique menée au Biafra, cette région gorgée de pétrole que l'obscur colonel Ojukwu prétendit détacher du Nigéria anglophone et placer sur orbite française :

L'aubaine biafraise suscite en fait une véritable « ligue latine » contre les Anglo-Saxons [le Nigéria étant une enclave anglo-saxonne dans une Afrique de l'ouest latinophone]. Les visées françaises sont en effet soutenues par le Portugal de Salazar, qui conservait son empire africain contre l'avis américain, et par l'Espagne de Franco, qui possédait encore la Guinée équatoriale. C'est de la partie insulaire de cette colonie, Fernando Po, que partira vers le Biafra une grande part des approvisionnements en armes⁷⁸.

ce commerce : les chars AMX-13 commandés par Israël furent envoyés en Lybie et les avions Mirage vers la Syrie » (Pierre Blanc et Jean-Paul Chagnollaud, *Israël face à Israël*, cit., p. 187-188).

76. *Sionisme = antisémitisme?*, cit., p. 110.

77. *Ibid.*, p. 111.

78. F.-X. Verschave, *Françafrique*, cit., p. 141.

Sans le soutien militaire français aux sécessionnistes emmenés par le colonel Ojukwu, l'aventure biafraise aurait tourné court⁷⁹, si bien que des centaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants auraient été épargnés par la guerre et la famine. Peut-être des millions. Verschave écrit : « Alors que la sécession, proclamée le 27 mai 1967, était en passe d'être réduite par le gouvernement nigérian, les mercenaires, les armes et les fonds secrets franco-africains ont prolongé durant trente mois une effroyable guerre civile, qui fit deux à trois millions de morts⁸⁰. » Et Auzanneau confirme : « La guerre va faire entre un, deux, peut-être même trois millions de morts, en très grande majorité des civils biafrais, dont de très nombreux enfants affamés par le blocus alimentaire imposé par l'armée nigériane⁸¹. » Il semble que les autorités nigérianes, qui n'entendaient pas se voir déposséder du pétrole par les Français,

79. Dans *La maladie de l'islam*, Abdelwahab Meddeb écrit : « Sans la fortune apportée par l'exploitation pétrolière, l'État saoudien et l'idéologie qui le fonde seraient restés aux confins et dans les marges. Son domaine se serait limité à une terre inhospitalière où aurait vivoté une secte mineure, qui se serait éteinte d'elle-même ou aurait survécu dans une fruste austérité, en accord avec l'âpre pénurie du désert. Mais grâce à la puissance acquise à coups de pétrodollars, les Saoudiens diffusèrent leur idéologie élémentaire et prédatrice de la civilisation que les nations d'islam avaient édifée à travers plus de mille ans d'une dense histoire » (p. 73).

80. *Françafrique*, cit., p. 141.

81. *Or noir*, cit., p. 411.

étaient prêtes à concéder un couloir humanitaire, mais sous certaines conditions que refusa le colonel Ojukwu, dont les soldats, il est vrai, n'avaient pas besoin de nourriture mais d'armes.

Commentant la conférence de presse de De Gaulle, Aron écrit en décembre 1967 : « La tromperie au service d'une grande œuvre se pardonne aisément, inspire même parfois l'admiration ; il n'en va plus de même lorsque l'objectif sent le pétrole et que le renversement des alliances semble dicté par l'humeur, l'amour-propre blessé ou d'obscur calculs⁸² ». L'odeur de pétrole, croyait le sociologue, devait provenir du golfe arabo-persique, la France prenant résolument le parti du monde arabe pour cette raison. Il voyait juste, mais n'ayant pas à l'esprit la politique officieuse de la France en Afrique, il ne pouvait prendre toute la mesure des « obscurs calculs ».

*

Éric Hazan et Eyal Sivan, dans leur livre *Un État commun entre le Jourdain et la mer* (2013), ont cru bon d'évoquer les événements du Biafra. C'est louable. Mais plutôt que de les rapporter à la politique énergétique de la France, ils les rapportèrent au « programme nucléaire israélien ». Ils expliquèrent en effet :

Pendant la guerre du Biafra, le chef des séparatistes, le colonel Ojukwo, avait dit qu'il était prêt à se battre

82. De Gaulle, *Israël et les Juifs*, cit., p. 26.

jusqu'au dernier des Biafrais pour que survive l'idée du Biafra. On pourrait dire que la tendance actuelle est de se battre jusqu'au dernier des Israéliens pour que survive l'idée de l'État juif – ce qui renvoie au plan Samson, le nom du programme nucléaire israélien⁸³.

« On pourrait dire », écrivent les auteurs. Mais à s'en tenir à la lettre du propos d'Ojukwo, et quitte à risquer une comparaison, il paraît davantage pertinent d'évoquer, plutôt que « l'idée de l'État juif », celle d'al-Zawahiri : « Nous préférons voir l'Oumma tout entière disparaître ». Laissons toutefois de côté ce triste personnage, dont « le projet s'appuie sur un socle métaphysique et existentiel fort singulier », « socle » que Meddeb a décrit en ces termes dans *La maladie de l'islam* : « L'antijudaïsme se mêle à l'antisionisme et se mue en un antisémitisme qui n'a pas même conscience de constituer une importation occidentale⁸⁴ ». Et revenons plutôt à Hazan et Sivan. Ils risquent une comparaison entre « l'idée du Biafra » et « l'idée de l'État juif », comparaison qui a un prix puisqu'ils occultent, ce faisant, une différence capitale, à savoir que « l'idée de l'État juif » ne regorge pas d'or noir. Dans un numéro du *Monde diplomatique* de l'année 1987, Claude Julien, alors rédacteur en chef du mensuel, voulait croire que seule une « assez grossière propagande » pouvait résumer la géopolitique à des considérations pétrolières :

83. La Fabrique, 2012, p. 35.

84. *La maladie de l'islam*, cit., p. 131.

Tous les gouvernements occidentaux considèrent à juste titre que l'État d'Israël occupe une place éminente dans leur stratégie au Proche-Orient. Une assez grossière propagande voudrait expliquer par le pétrole les liens que l'Europe et les États-Unis entretiennent avec le monde arabe. Bien sûr, il y a le pétrole. Et les marchands de canon. Mais les liens existants sont bien antérieurs à la découverte de l'or noir. Ils découlent de la volonté de maintenir un indispensable dialogue entre grandes civilisations, d'un intérêt commun à ne pas intensifier – et, si possible, à éteindre – l'incendie sur les rives orientales du bassin méditerranéen, d'une inévitable attention à des populations qui doivent pleinement occuper leur place dans l'histoire moderne⁸⁵.

Claude Julien voulait y croire : on ne peut réduire la politique occidentale au Moyen-Orient à ces deux réalités, « le pétrole » et « les marchands de canon », et ainsi occulter sa détermination plus fondamentale, à savoir « l'indispensable dialogue entre grandes civilisations ». Les guerres successives dans le Golfe persique, depuis 1991, et ses centaines de milliers de morts, vraisemblablement davantage, ont dû le faire déchanter. Mais si Julien ne pouvait prévoir en 1987 les guerres du Golfe à venir, en revanche il ne pouvait pas ignorer, déontologiquement, l'histoire de la politique européenne en Afrique. Y avait-il été question de « l'indispensable dialogue entre grandes civilisations » ? Traites des

85. *Manière de voir*, n° 157, février-mars 2018, « Palestine, un peuple, une colonisation », p. 33.

Noirs, exploitations génocidaires de la force de travail, pillages des richesses naturelles, coups d'État, détournements de fonds, escroqueries à grande échelle, interventions militaires, complicités de génocide, pollutions de toute sorte ; il ne semble hélas y avoir a été question que du « pétrole » et des « marchands de canon ». A croire ou bien que l'Afrique n'est pas une « grande civilisation », ou bien qu'il en est fort peu question en géopolitique. La guerre du Biafra en témoigne : l'armée nigériane, en novembre 1967, n'entendait pas se voir dépossédée de son pétrole par le colonel sécessionniste Ojukwo, lequel était prêt, pour sa part, à « se battre jusqu'au dernier Biafrais ». Et il pouvait donc compter pour ce faire sur les livraisons d'armes françaises via les « réseaux Foccart » ...

Bref, vous m'avez compris : les leçons de morale du général De Gaulle à Israël, c'est ce dont le merveilleux La Fontaine faisait ses fables :

Par ce trait de magnificence
Le Prince à ses sujets étalait sa puissance.
En son Louvre il les invita.
Quel Louvre ! un vrai charnier, dont l'odeur se porta
D'abord au nez des gens.

JEAN DE LA FONTAINE, « La cour du lion »

Épilogue

Dans un article du *Monde diplomatique* paru en février 2016, l'historien Gabriel Gorodetsky retrace les origines du soutien soviétique à la création d'un « État juif » en Palestine. Il explique qu'en 1947 c'est *in extremis* que Molotov ordonne au délégué soviétique à l'ONU de soutenir la « partition de la Palestine en deux États indépendants, l'un juif, l'autre arabe », la raison du « revirement » soviétique, d'ordre tactique, étant apparemment le souci d'une part de trouver une solution rapide qui précipite le départ des armées britanniques, d'autre part de créer des liens privilégiés avec un futur « État juif » de prime abord gagné à la cause socialiste. La proposition initiale des Soviétiques était d'une autre facture, optant pour la « création d'un État arabo-juif dans lesquels Juifs et Arabes seraient traités sur un pied d'égalité ». On peut regretter que les Soviétiques n'aient pas maintenu leur proposition initiale. Mais les termes par lesquels l'auteur exprime son regret sont singuliers. Il écrit : « La mise en œuvre de la proposition initiale aurait non seulement réduit à néant l'aspiration juive à un État séparé, mais aussi changé la face du Proche-Orient et du monde. » Y a-t-il un autre pays qu'Israël, d'une étendue et d'une démographie équiva-

lentes, au sujet duquel on pourrait écrire, avec la même assurance, que son *inexistence* aurait « changé la face du monde »? Pourrait-on écrire, par exemple, que l'annexion de la Crimée a changé la face du monde? Ou que le rattachement de Taïwan à la Chine changerait la face du monde? Ou que la création d'un État kurde, ou tibétain, ou ouïghour, ou sahraoui, changerait la face du monde? Ou que la désintégration de la Yougoslavie a changé la face du monde? Ou que celle de la Syrie l'aurait changée? Etc.

Soyons clairs : je soutiendrais volontiers pour ma part que tous ces exemples ont changé ou changeraient pareillement la face du monde, ou ne la changeraient pareillement pas, selon la manière dont on envisage la face du monde. S'il en va du réchauffement climatique ou des rapports de force géopolitiques dans telle ou telle région, l'appréciation ne sera pas la même. Ce qui me paraît donc singulier dans l'observation de l'historien n'est pas sa lettre, « la face du monde », en effet également composée de tous ; c'en est l'esprit, du moins si on m'accorde que ce qui est en jeu, implicitement mais significativement, dans l'expression grandiloquente de son regret, ce n'est pas l'égalité de toutes les nations, mais bien la singulière particularité d'Israël : *une épine plantée dans le pied universel*.

Quelle leçon en tirer? Le mieux est peut-être de s'en remettre à l'intelligence populaire palestinienne, à ce mélange de lucidité politique et d'humour existentiel qui trame la « plaisanterie » que

rapporte Rony Brauman dans un livre d'entretien, et garantit un avenir commun :

Vous connaissez peut-être cette plaisanterie qu'on entend dans les territoires occupés. Deux Palestiniens se lamentent sur l'impuissance du monde à changer leur situation. L'un d'eux pense que c'est parce que ce sont des Juifs qui les oppriment, et que personne n'ose les en empêcher. L'autre lui rétorque que si ce n'étaient pas des Juifs, tout le monde s'en ficherait⁸⁶.

86. Rony Brauman et Alain Finkielkraut, *La discorde. Israël-Palestine, les Juifs, la France. Conversations avec Elisabeth Lévy*, Mille et une nuits, 2006, p. 189.

[N.d.é.]

« Le menteur dit “en vérité”, les hommes qui ne peuvent établir la somme de leurs préoccupations disent “en somme”; celui qui ne conclut pas dit “en conclusion”; le superficiel dit “au fond”; l’empiriste dit “en substance”. »

Carlo Michelstaedter

Le pamphlet d’Ivan Segré *Misère de l’antisionisme*, même s’il concerne pour l’essentiel le « cas français », suppose tout de même que soit précisé le sens général du terme *sionisme*, souvent défini par ses seuls détracteurs, dans les médias et sur les terres européennes (sans parler de celles où il relève de la simple insulte) et dont l’usage est désormais aux antipodes de sa réalité historique.

En témoignent tout à la fois les récentes élections en Israël, où l’actuel dirigeant du pays se présente comme l’incarnation du « sionisme véritable », quand il pourrait n’en être que l’un des fossoyeurs, comme l’a déclaré récemment l’écrivain David Grossman, ou – sur l’autre côté de la rive *qu’on ne traverse qu’à dos de scorpion* – la récente tribune, à propos d’une de ces lois aussi inutiles qu’infondées par lesquelles l’actuel gouvernement français prétend résoudre les problèmes « sociétaux » avec des manœuvres de diversion (violences conjugales, violences scolaires, antisémitisme...), et signée par une ribambelle d’éminent.e.s intellectuel.e.s juï.ve.f.s se tenant par l’épaule à la manière des

aveugles de Brueghel, qui semblent réduire un mouvement historique né à la fin du XIX^e siècle, à la politique *actuelle* du gouvernement de cet État, oubliant ou niant les conditions de sa naissance, sa nécessité historique pour les populations juives de la diaspora, qu'elles aient été expulsées ou exterminées, sa dimension émancipatrice originelle et les différents courants qui l'ont constitué.

Revenons aux définitions. Le « sionisme véritable », que Gershom Scholem a pu décrire comme le « retour *utopique* des Juifs à leur propre histoire », serait plutôt la possibilité pour ceux-ci de vivre en terre d'Israël et en harmonie – fût-elle « harmonie des contraires » – avec la population arabe qui réclame à son tour un « droit au retour » sur une terre qui est *aussi* la sienne, et donc du côté de ceux qui incarnent l'espoir (*ha-tikva*) – à défaut de la concrétisation – d'une réconciliation. *Espoir* à peine entrevu, certes, lors du dernier scrutin en Israël, où fut évoquée une alliance (*Brit*) entre la coalition du centre-centre gauche et celle des partis arabes unis, mais espoir *quand même*, dès lors que pour la presque première fois l'idée est formulée, si l'on ne tient pas compte de l'expérience de l'*Alliance pour la paix* (*Brit Shalom*) dans les années vingt du siècle dernier.

Et l'antisionisme, alors, serait *aussi* du côté de celui et ceux qui ont gouverné ce pays pendant plus de dix ans maintenant, exacerbant les clivages de la société, creusant les écarts entre les classes, le livrant pour quelques dollars de plus à un messianisme de mascarade, contaminé par les apocalypses étrangères au judaïsme, déclenchant les opérations militaires au gré de leurs convocations devant la justice du pays.

Misère de l'antisionisme, donc, où se retrouvent *main dans la main*, un gouvernement délétère et une gauche moribonde qui, chacun à sa manière, sapent l'existence d'une nation et confirment la rouerie conceptuelle dont il a été question ici, à l'ombre du Général qui dirigea la France, du coup d'État constitutionnel de 1958 à la débâcle du référendum de 1969.

Table

<i>Prologue</i>	7
I. Israël, Sartre et le roi d'Espagne	39
II. La cour du lion	85
<i>Épilogue</i>	117
<i>N.d.é.</i>	121

chez le même éditeur

Jean-Louis Bertocchi

Moses Hess.

Philosophie, communisme & sionisme

De la fraternité sociale à la terre du retour

Amedeo Bertolo (collectif sous la direction de)

Juifs et anarchistes

Hayyim Nahman Bialik

Halakha et Aggada

Sur la dualité d'Israël

Martin Buber

Communauté

Denis Charbit

Retour à Altneuland

La traversée des utopies sionistes

Yoram Hazony

L'État juif

Sionisme, postsionisme et destins d'Israël

Theodor Herzl

Altneuland. Nouveau pays ancien

James Horrox

Le mouvement des kibboutz et l'anarchie

Gershom Scholem

Le Prix d'Israël

Ecrits politiques 1917-1974

Catalogue complet sur www.lyber-eclat.net

ACHEVÉ D'IMPRIMER DANS L'UNION EUROPÉENNE
SUR LES PRESSES DE L'IMPRIMERIE SMILKOV
POUR LE COMPTE DES ÉDITIONS DE L'ÉCLAT, PARIS

DÉPOT LÉGAL : FÉVRIER 2020

